

Quatrième Partie

Les confrères britanniques du *Times* et les Malouines ; le *Times* et l'opinion publique

- I **Les confrères britannique du *Times* et les Malouines**
- II **Le *Times* et l'opinion publique**

Chapitre I

Les confrères britanniques du *Times* et les Malouines

Un soutien quasi total

Dans l'ensemble la presse britannique accorda un soutien massif à Mme Thatcher pour son action dans l'Atlantique Sud. La presse populaire en particulier, à l'exception notable du *Daily Mirror*, fit souvent preuve d'un bellicisme étonnant. Le *Sun* fut l'auteur du titre le plus célèbre de la guerre des Malouines, le « *Gotcha!* » avec lequel il accueillit la nouvelle de l'attaque réussie contre le croiseur le *General Belgrano* et s'en prit violemment à ceux qui ne partageaient pas sa réaction à l'agression argentine. Il n'hésita pas à les qualifier de « traîtres ».

Néanmoins, un certain nombre de journaux restèrent bien plus réservés dans leur analyse des événements, préférant un ton plus nuancé. Certains furent même tout à fait critiques sur la politique du gouvernement. Toutefois leur influence, tout au moins d'un point de vue strictement quantitatif, devait rester relativement marginale.

Par conséquent nous commencerons cette rapide revue de la presse britannique par la majorité qui soutint le gouvernement sans réserve.

La presse populaire favorable à la guerre

La prestation de la presse populaire « belliqueuse » pendant la crise (donc à l'exception du *Daily Mirror*) a déjà fait couler beaucoup d'encre. Plusieurs commentateurs se dirent choqués par le chauvinisme et la « soif de sang hystérique » qu'ils y voyaient¹. Cela dit, ce sentiment de rejet ne doit pas être surestimé ; les chiffres de vente du *Sun* et de ses confrères favorables à la guerre ne se modifièrent que très peu pendant la période concernée². Quelques 4 millions de Britanniques continuaient d'acheter le *Sun* tous les jours, et l'on estime que plus de 10 millions de personnes le lisaient. Si les autres journaux de cette catégorie ne pouvait pas prétendre à des chiffres de vente aussi élevés, il ne serait pas exagéré d'estimer qu'environ le quart de la population de la Grande-Bretagne continua de lire une presse qui ne s'est pas distinguée par la retenue de ses propos. Par conséquent il serait inexact de penser que le ton guerrier tant décrié par les libéraux fut systématiquement impopulaire.

Bien entendu le conflit des Malouines n'a pas été le seul sujet traité pendant cette période. Mais il ne fut que très rarement absent de la une et le *Sun* se mit à faire figurer, à côté de l'enseigne du journal, la mention, « le journal qui soutient nos gars »³.

Le contenu rédactionnel de cette presse populaire était souvent assez maigre, surtout à la une qui arborait de très grosses manchettes. Certains auteurs ont rappelé qu'à cette époque la véritable guerre qui occupait la presse populaire était la guerre des ventes, et ils ont affirmé, sous forme de boutade, qu'avec l'arme nouvelle qui venait d'apparaître, le jeu de « Bingo » qui proposait des prix considérables aux lecteurs chanceux, cette presse ne représentait plus qu'un emballage élaboré pour le véritable produit vendu, les chiffres de ce loto. Il serait toutefois erroné de négliger le rôle important des gros titres de cette presse. Percutants, conçus pour attirer l'œil de l'acheteur indécis, ils ne pouvaient laisser indifférent. Une sélection des titres du *Sun* permettra d'évoquer le ton extrême de cet aspect de la couverture de la guerre :

¹ « hysterical bloodlust » — Michael FOOT, House of Commons, in *The Falklands Campaign, A Digest of Debates in the House of Commons 2 April to 15 June 1982*. Londres : HMSO, p. 233

² En fait, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le *Sun* perdit quelques lecteurs pendant la durée du conflit, mais cette perte n'était qu'extrêmement marginale.

³ « The paper that supports our boys »

« **WE'LL SMASH 'EM!** » (6 avril) (« On va les écraser! »)

« **THE SUN SAYS KNICKERS TO ARGENTINA** » (16 avril) (« Le Sun dit 'knickers' (= va te faire voir(?) à l'Argentine) - le *Sun* illustra ce propos à l'aide d'un cliché approprié)

« **STICK IT UP YOUR JUNTA** » (20 avril) (jeu de mots sur l'expression « Stick it up your Jumper », une variante polie de « Va te le mettre là où je pense »). Ici aussi, le *Sun* fournit une photographie d'une jeune fille qui portait — pour tout vêtement — un T-shirt arborant ce slogan

« **IN WE GO** » (28 avril) (« On y va! »)

« **GOTCHA!** » (4 mai, en réponse au torpillage du « Général Belgrano ») (« On les a eus! », ou bien « Dans le mille ! »)

« **WALLOP!** » (onomatopée, style '*War Comic*' : « La raclée ! »)

« **BRITISH WARSHIP SUNK BY ARGIES** » (5 mai) (« Navire de guerre britannique coulé par les 'Argies' »)

« **OUR PLANES BLITZ ARGY SHIPS: HOW OUR TOUGH GUYS HIT PEBBLE ISLAND** » (17 mai) (« Nos avions font un carton sur les navires 'Argy': comment nos gars ont frappé Pebble Island »)

« **ARGIES BLOWN OUT OF THE SKY** » (24 mai) (« 'Argies' balayés du ciel par la DCA »)

« **HERO BAYONET TROOPS KILL FIFTY** » (14 juin) (« Les troupes héroïques en tuent cinquante à coups de baïonnette »)

Si les confrères du *Sun* n'atteignirent pas toujours le même degré de trivialité, ils n'en partageaient pas moins son attitude robuste contre l'Argentine. Le *Daily Star*, le *Daily Express* et le *Daily Mail*, pour ne nommer que les plus importants après le *Sun* en termes de chiffre de vente, adoptèrent un ton qui n'était pas radicalement différent.

Une exception dans la presse populaire : le *Daily Mirror*

Le *Daily Mirror* fut le seul quotidien de grande envergure à soutenir le Parti travailliste, et dans une certaine mesure, la politique du journal tout au

long de la crise refléta les incertitudes et les réserves ressenties par l'opposition. De surcroît, au fur et à mesure que la crise se déroulait, elle fut de plus en plus perçue comme la guerre de Mme Thatcher. Rien d'étonnant, donc, à ce que le *Daily Mirror* ait montré moins d'enthousiasme que les autres journaux populaires pour la solution militaire.

Le point de vue de l'équipe rédactionnelle du *Daily Mirror* fut exposé pour la première fois le 5 avril, c'est-à-dire au moment même où le *Times* publia le célèbre « We are all Falklanders Now ». L'article s'intitulait « Might isn't right », et il développa la thèse d'une solution négociée, dans l'esprit de la protection des droits des Falklandais, mais sans attachement particulier à l'idée de la souveraineté sur les territoires :

« [...] the main purpose of British policy now should be to get the best possible settlement for the islanders.

We could probably throw the Argentines out of the Falklands. But for how long?

Is Britain willing to spend hundreds of millions of pounds to keep in the area an army, navy and air force strong enough to repel any future invasion?

If it is, where is the money coming from? If it isn't, what happens to the islanders when we leave? ...

The islands don't matter. The people do. We should offer each of them the chance to settle here or anywhere else they choose and we should pay for it. What we must not do is promise to eject the invader and then desert them at some later date. The Argentine occupation has humiliated the Government. But military revenge is not the way to wipe it out¹. »

Le *Daily Mirror* maintint longtemps cette position, mais il finit par accepter, avec résignation, la nécessité du recours aux armes.

La confrontation du *Sun* et du *Daily Mirror*

Le *Sun* « va-t-en-guerre » ne pouvait passer sous silence la position mesurée de son rival encore puissant le *Daily Mirror*, qui prônait une paix négociée. Au tout début du conflit, le *Sun* lança une attaque cinglante contre le quotidien travailliste, et une violente bataille de mots s'ensuivit.

Comme nous venons de le voir, le 5 avril, le journal de Robert Maxwell avait évoqué la possibilité d'une solution qui consisterait à donner aux

¹The *Daily Mirror*, 5 avril 1982

Falklandais des aides leur permettant de retrouver ailleurs la paix qu'ils venaient de perdre. Le *Sun* fut outré :

« The ailing Daily Mirror [...] now whines that we should give in to force and obligingly settle the islanders. But our whole experience with dictators has taught us that if you appease them, in the end you have to pay a far greater price¹. »

Mais l'attaque la plus virulente vint un mois plus tard, lorsque Mme Thatcher critiqua les journalistes de la presse écrite et audio-visuelle. Pour le Premier ministre, ils ne donnaient pas au gouvernement et aux forces armées le soutien qu'ils méritaient. Le *Sun* vola aussitôt à son secours. Le 6 mai le *Guardian* publia un dessin humoristique qui parodiait un célèbre dessin de la Deuxième Guerre. On y voyait un marin accroché à un radeau après le naufrage de son navire, et on y lisait la légende, « Officiel ! Le prix de la souveraineté vient d'augmenter ! »². Or, l'opinion venait d'être secouée par la perte du *Sheffield*. Le lendemain dans son éditorial, le *Sun* s'écria :

« Isn't that exactly calculated to weaken Britain's resolve at a time when lives have been lost, whatever the justice of her cause?³ »

Le message était clair. Que la cause soit juste ou non, le temps n'était pas au doute. Il fallait soutenir coûte que coûte la détermination de la Grande-Bretagne (d'autres préféraient parler du « moral » du pays). Mais la véritable cible de l'éditorialiste n'était pas le *Guardian* mais bien le *Daily Mirror*. L'article poursuivait :

« The *Guardian*, with its pygmy circulation and absurd posturing, is perhaps not worth attention.

The *Daily Mirror*, however, has pretensions as a mass-sale newspaper.

What is it but treason for this timorous, whining publication to plead day after day for appeasing the Argentine dictators because they do not believe the British people have the stomach for a fight, and are instead prepared to trade peace for honour?

We are truly sorry for the *Daily Mirror's* readers.

They are buying a newspaper which again and again demonstrates it has no faith in its country and no respect for her people⁴. »

¹The *Sun*, 6 avril 1982

²« The price of sovereignty has been increased—official »

³Le *Sun*, 7 mai 1982

⁴The *Sun*, 7 mai 1982

Le *Daily Mirror*, écrivit Robert Harris¹, envisagea de porter plainte pour diffamation ; ses conseillers juridiques pensaient que le journal pouvait gagner un tel procès. Le journal préféra finalement abandonner la retenue de ses propos, jusque là, pour rétorquer dans un éditorial d'une rare violence, sous le titre « La putain de Fleet Street² » :

« There have been lying newspapers before. But in the past month it has broken all records.

It has long been a tawdry newspaper. But since the Falklands crisis it has fallen from the gutter to the sewer ...

It has been seen on American television as an example of how British newspapers cover the crisis. Far from helping our cause it shames it.

From behind the safety of its typewriters it has called for battle to commence to satisfy its bloodlust. The *Sun* today is to journalism what Dr Josef Goebbels was to truth. Even *Pravda* would blush to be bracketed with it.

The *Daily Mirror* does not believe that patriotism has to be proved in blood. Especially someone else's blood ...

We do not want to report that brave men have died so that the *Sun's* circulation might flourish³. »

Certes, il s'agit là d'un échange exceptionnellement chargé d'émotion, mais il est bon de garder présente à l'esprit l'intensité des passions soulevées par ce conflit.

La presse de qualité

Des journaux plutôt favorables au gouvernement ...

Le ton de la presse de qualité n'atteint pas, loin s'en faut, une telle violence dans les propos. Le *Daily Telegraph*, fidèle à sa position favorable au Parti conservateur, apporta un soutien solide à l'action du gouvernement. Cette position n'étonnera pas, et par conséquent nous ne nous y attarderons pas.

Le *Sunday Times*, bien que moins nettement solidaire du gouvernement, adopta une position généralement proche de celle de la majorité parlementaire conservatrice.

¹Robert HARRIS. *Gotcha! The Media, the Government, and the Falklands Crisis*. Londres : Faber & Faber, 1982, p. 51

²« The Harlot of Fleet Street »

³Le *Daily Mirror*, 10 mai 1982

Quelques nuances : le Guardian, le Financial Times, l'Economist, l'Observer ...

D'autres quotidiens et hebdomadaires de qualité furent plus réservés. Le *Financial Times* et l'hebdomadaire *l'Economist* gardèrent un style et un ton mesurés, même s'ils soutenaient la décision initiale d'envoyer la force navale d'intervention, qui, pensaient-ils, devait renforcer la position de la Grande-Bretagne à la table des négociations.

Au fur et à mesure que la force s'approchait des îles Malouines, les réserves du *Financial Times* se précisèrent. Voici un extrait de son éditorial du 26 avril, soit quelques jours seulement avant la fin de la « phase diplomatique » ou « drôle de guerre » :

« [...] the flaw in the British position is that if it comes to war, the military objectives are far from clear. The diplomacy is at odds with the military threat. It has been suggested in previous Government statements, for example, that the aim is to regain the Islands, then negotiate. But the principle that sovereignty was negotiable was ceded before the present situation arose. To reduce that approach to the absurd, Britain must recapture the Falklands in order to capitulate gracefully later. Those are very dubious grounds on which to enter a war, the outcome of which is bound to be uncertain¹. »

Il entretenait également quelques doutes sur le bien-fondé des options prises par le gouvernement. Celui-ci affirmait être prêt à reprendre les îles par la force si nécessaire afin de préserver le mode de vie des habitants. Or, pensait le *Financial Times*, ceux-ci risqueraient bien d'en faire les frais, voire d'y perdre la vie, si les troupes britanniques devaient débarquer. Il ne comprenait pas (ou feignait de ne pas comprendre) pourquoi la Grande-Bretagne n'avait pas voulu remettre la question devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies. La Grande-Bretagne, écrivit l'éditorialiste du *Financial Times*, ne pouvait pas défendre les îles indéfiniment. Par conséquent, elle devait tout faire pour s'assurer du soutien international. Il enjoignit au gouvernement de proposer de soumettre la dispute à la Cour de Justice Internationale, ou encore d'accepter une administration dirigée par les Nations-Unies (« UN trusteeship »).

¹*Financial Times*, avril 26 1982, p. 16

L'hebdomadaire l'*Economist* proposa et discuta un certain nombre de solutions diplomatiques possibles, et même, vers la fin de la campagne, exprima le souhait que le gouvernement tente de reprendre les négociations, éventuellement en vue de l'établissement d'un condominium avec l'Argentine¹.

L'*Economist* commanda des sondages d'opinion tout au long du conflit pour mesurer le soutien public envers le gouvernement et les différentes options militaires et diplomatiques. En particulier, les sondages demandèrent à leurs correspondants si la reconquête de la souveraineté territoriale justifiait la perte de militaires britanniques. 44% répondit que oui la première fois que la question fut posée, le 14 avril, 50% la semaine suivante et 62% dans un sondage publié le 29 mai 1982. Toutefois, le magazine considérait que le public britannique était beaucoup moins enthousiaste pour l'action militaire que ne le laissaient croire bon nombre d'hommes politiques et de journalistes. Il rappela qu'il en avait été ainsi à l'occasion de l'affaire du canal de Suez².

A l'époque du conflit, le *Guardian* soutenait le nouveau Parti social-démocrate le SDP. Il constituait donc le seul journal « de qualité » à se démarquer de la pensée presque exclusivement conservatrice des quotidiens « sérieux » de Fleet Street. Cette attitude de réserve critique n'était pas nouvelle. Il avait pris une position fortement critique envers la politique du gouvernement à l'occasion de Suez, alors que les dirigeants du pays appelaient, tout comme en 1982, à l'unité nationale. La force de son opposition à l'action commandée par Anthony Eden au Moyen-Orient ressort très nettement des phrases qui ouvraient son éditorial du 1 novembre 1956 :

« The world must be told clearly, as Mr Gaitskell said yesterday, that millions of British people are shocked by the aggressive policy of the Government. Its action in attacking Egypt is a disaster of the first magnitude. It is wrong on every count - moral, military, and political. It is a severe blow to Britain's reputation, to the Atlantic alliance, to the United Nations, and, not least, to Britain's prospect of material prosperity. To recover from the disaster will take years - if, indeed, it is ever possible. The Government has launched a military attack upon another country without just cause³. »

¹*The Economist*, 29 mai 1982, p. 16

²*The Economist*, 15 mai 1982, p. 37

³*The Guardian*, 1 novembre 1956, in H. BROWNE. *Suez and Sinai*. Longman : 1971, p. 79

Plus récemment, le *Guardian* fut le seul quotidien d'importance à s'intéresser sérieusement au mouvement pacifiste au cours de la guerre du Golfe en 1990-1991.

La prise de position du *Guardian* en 1956 trouva un écho le dimanche dans l'*Observer*. Voici le début de son éditorial du 4 novembre 1956 :

« We wish to make an apology. Five weeks ago we remarked that, although we knew our Government would not make a military attack in defiance of its solemn international obligations, people abroad might think otherwise. The events of last week have proved us completely wrong : if we have misled anyone, at home or abroad, we apologise unreservedly. We had not realised that our Government was capable of such folly and such crookedness.¹ »

26 ans plus tard, l'*Observer* restait réservé, quoique beaucoup moins amer.

Opposition : Presse Extrémiste, Private Eye

On ne s'étonnera pas de ce que la presse d'extrême-gauche fût vigoureusement opposée à l'utilisation de la force militaire par le gouvernement de Mme Thatcher. Les réactions allaient du très explicite et accrocheur « Sink Thatcher! » proposé en gros titre à la une par le *Socialist Challenge*² jusqu'à l'analyse plus intellectuelle du mensuel *Marxism Today*.

Nous reproduisons la une de *Socialist Challenge* afin de dissiper toute tentation de penser que la presse britannique soutenait unanimement et sans réserve la réaction du gouvernement :

¹*The Observer*, 4 novembre 1956, in H. BROWNE. *Ibid.* p. 81

²*Socialist Challenge*, 15 avril 1982, p1



Source : Socialist Challenge, 15 avril 1982, p. 1

Socialist Challenge réagit à l'envoi de la flotte en publiant des articles historiques retraçant l'impérialisme britannique (d'un point de vue nettement critique, faut-il le préciser ?). Il fut encore plus virulent dans sa dénonciation de la prestation des dirigeants du Parti travailliste qu'il qualifia d'« ignoble »¹. Il ressort assez clairement de l'analyse du journal qu'il pensait qu'il n'était toujours pas exclu que la crise n'aboutît à la chute du gouvernement de Mme Thatcher². Son analyse fut brièvement résumée à la une sous le gros titre « Sink Thatcher » et le montage qui l'accompagnait montrant Mme Thatcher dans le viseur d'un périscope de sous-marin :

« American diplomacy has broken down. Thatcher's cabinet will make no compromise. It is bent on war.

The issue is not about the Falkland Islanders. It is about maintaining Britain's world imperialist role³. »

¹ « disgraceful »

² *Socialist Challenge*, 15 avril 1982, p. 2

³ *Ibid.* p. 1

Le journal passa en revue les réactions de ses confrères de la gauche, *Militant*, le *Morning Star*, et le *Socialist Worker*. *Militant*, un journal trotskyiste, condamna l'invasion argentine :

« Given the class basis of the Argentine regime and the effects of the invasion on the Islanders themselves, there can be no hesitation in condemning the invasion that took place on 2 April¹. »

Il était outré par le chauvinisme qu'il détectait dans la presse et chez le gouvernement. Il avait l'impression que ce dernier jouait avec la vie de centaines de milliers [sic] de militaires britanniques et argentins uniquement pour « sauver la face ». Il demanda au mouvement syndicaliste britannique d'exiger le boycottage de tout commerce avec l'Argentine et de rechercher le soutien des syndicats partout dans le monde.

Le communiste *Morning Star*, lui aussi, condamna l'invasion. Il avait toujours cru et dit, selon lui, que les différends internationaux devaient être résolus par la négociation. Il recommanda que la revendication britannique de souveraineté sur les îles Malouines fût abandonnée, et qu'un moyen de garantir les droits et intérêts légitimes des habitants fût recherché sous les auspices des Nations-Unies. Sa condamnation des interventions des Partis conservateur et travailliste à la Chambre des communes, en réponse à l'invasion, particulièrement cinglant :

« The special sitting of the House of Commons on Saturday (3 April) was nothing less than an orgy of frenzied 19th century jingoism, irresponsible bellicosity, unabashed hypocrisy, and pure farce in the tradition of Gilbert and Sullivan. The performance of the Labour Front Bench in that unseemly spectacle was frankly a disgrace². »

Enfin, le *Socialist Worker* affirma catégoriquement que les îles Malouines appartenaient géographiquement à l'Argentine. La souveraineté britannique n'avait été acquise que par la force dans le cadre de l'impérialisme britannique du XIX^e siècle :

« They are only 'British' because a gunboat seized them 150 years ago as part of the process of building an Empire upon which the 'sun never set'³. »

¹ *Ibid.* p. 4

² *Ibid.* p. 4

³ *Ibid.* p. 5

Il reconnaissait que la dictature argentine était particulièrement déplaisante, mais il précisait que les vrais socialistes n'avaient pas besoin qu'on le leur dise. Il se plaignait de ce que la nature fasciste de la junte n'ait été mise en avant que pour « racoler¹ » le soutien de la classe ouvrière pour ce qu'il appelait la « folie guerrière² » du gouvernement. Pour lui, la tentative de restauration de la crédibilité gouvernementale que constituait la démission de Lord Carrington, et la possibilité qu'elle conservait — toujours selon le *Socialist Worker* — de faire endosser la responsabilité à M. John Nott en cas d'échec, pourraient affaiblir le gouvernement conservateur « encore plus ». Il rappelait, lui aussi, le précédent de Suez. Enfin il se joignait aux autres journaux de la « gauche dure » pour critiquer la direction travailliste qui s'était, selon lui, ralliée à la cause de la guerre, une prise de position qu'il qualifia également d'« ignoble³ ».

Private Eye

L'opposition du bihebdomadaire satirique paraissant le vendredi, *Private Eye*, fut d'un ordre tout différent. Fidèle à sa personnalité iconoclaste, *Private Eye* accueillit la nouvelle de la crise des Malouines avec dérision. Le magazine présenta une image constamment déformée des événements ; mais la caricature exagérée qu'affectionnait — et affectionne toujours, malgré tous les procès pour diffamation — cette revue permit de mettre en évidence des réactions tout à fait réelles. La caricature ne peut réussir à faire rire que si elle est suffisamment proche de la réalité pour que le lecteur puisse reconnaître sa cible, et bien apprécier le décalage entre l'image caricaturale et certaines facettes du réel. C'est en cela qu'elle peut servir de loupe grossissante, attirant une attention irrévérencieuse sur des côtés parfois peu avouables de la société.

La source la plus riche de réactions caricaturales à la crise des Malouines fut la correspondance fictive du mari du Premier ministre, M. Denis Thatcher, publiée sous la rubrique « Dear Bill ». On y dépeignait M. Thatcher comme un vieil ivrogne qui n'aspirait qu'à profiter d'une vie calme, agrémentée de quelques verres pris avec ses vieux amis. Son discours était celui du conservateur de base — le « conservative backwoodsman » — beaucoup plus

¹ « drum up »

² « war lunacy »

³ « a disgrace »

archétype mythique que personnage réel, même si l'on reconnaît sans mal le reflet déformé de la vision du monde d'une certaine catégorie de la classe politique. Voici la façon (fictive, rappelons-le) dont « Denis » commentait la nouvelle de l'invasion :

« [...] you've probably heard on the wireless that there's some kind of rumpus blown up down in the South Atlantic, where there are a few inbred settlers left behind by various whalers over the years clinging to outposts of guano-spattered rock, along with the odd sheep, reindeer and unhinged boffin. A state of affairs that has continued perfectly amicably for many centuries, until the excitable gauchos from el pampas across the water suddenly go bananas, letting off pistols, ole ole, and cry all this is ours now. Though why they should want to take charge of these half-witted sheep-shaggers beats me¹. »

Le faux Denis Thatcher fait preuve d'un style vigoureux ainsi que d'une solide ignorance de la vérité, allant jusqu'à imaginer des rennes dans l'Atlantique Sud. S'il serait incontestablement une grossière erreur de lire ces propos autrement qu'au second degré, il n'en est pas moins vrai que ces lignes étaient l'œuvre de gens qui connaissaient bien le milieu des conservateurs purs et durs et qui savaient bien comment ils réagissaient à la nouvelle de l'occupation, par un pays peuplé d'hommes d'origine méditerranéenne, d'un des derniers bastions de l'Empire. Si l'analyse de la scène politique offerte par « Denis » immédiatement après l'invasion argentine est rédigée dans un langage haut en couleurs, ce n'est pas pour autant une description totalement dénuée d'exactitude :

« [...] balloon goes up; Parliament recalled for Saturday morning emergency session; high feeling the order of the day; even old Worzel² waving the flag; many old buffers to whom Falkland Islands is just a name in the stamp album burst into tears. Long and the short of it is a slow motion replay of the Princes Gate show; give brother Gaucho a bloody nose and little Nott haring about like a blue-arsed fly with the prospect of having to walk the plank at the end of the day if there's any kind of a balls up³. »

Un autre thème développé par *Private Eye* concernait la démesure (à leurs yeux) de la réaction britannique. Dans le même numéro du 9 avril 1982 (donc écrit quelques jours seulement après le début de la crise), le magazine publia un faux article sous le titre criard, « WORLD WAR THREE LOOMS AS

¹*Private Eye*, 9 avril 1982, p. 11

²Surnom donné par *Private Eye* à M. Michael Foot, leader de l'Opposition

³*Private Eye*, 9 avril 1982, p. 11

NICARAGUAN A-SUBS BLAST BRITISH ROWING BOAT ». Pour *Private Eye*, il ne fallait pas en faire une montagne.

Une question soulevée par « Denis Thatcher », qui n'est que très brièvement esquissée dans le *Times*, concerne les Falklandais qui ne se montraient guère enthousiastes à la perspective d'un conflit armé provoqué par la situation sur leur île. Selon « Denis » :

« To crown it all, we have to put up with a flood of ex-Falklanders coming to the house and telling us to stop sodding about because they're perfectly happy living in Ruislip¹. »

Il s'agit là d'un thème auquel « Denis », qui manifestement ne voyait pas pourquoi on faisait tant d'histoires au sujet de ces îles, reviendra à plusieurs reprises. Voici ce qu'il disait au sujet de M. Pym (encore une fois on ne perdra pas de vue le fait qu'il s'agit d'une pure invention) :

« His point of view is that sooner or later, whatever they say in the talking shop, we've got to hand the sheepshaggers' stomping ground over to the Gauchos, and in the light of that it would seem rather pointless to spend millions of pounds on a full-scale D-Day scenario when it could be quietly earning a deposit in the NatWest. I said then why all the fuss in the first place, and he said the Boss had to do something just to show them what for [...] Pym is preparing hearts and minds at this end for a swift twitch of the rug from under the few remaining loyalist sheepshaggers². This is called being flexible. You may have noticed the talk about their wishes being paramount has rather faded on the air³. »

Un paragraphe du numéro du 18 juin 1982 fut encore plus explicite (il est à noter que si la date de parution est postérieure à la victoire des troupes britanniques, il semble toutefois clair que ce texte a été rédigé avant la reddition argentine) :

« I can't see the sense of it myself, and I can't really believe that the sheepshaggers are exactly relishing the prospect of seeing

¹*Private Eye*, 7 mai 1982, p. 11. On rappellera qu'on a attribué à un habitant des îles rentré en Angleterre à la suite de l'occupation argentine, M. Carlisle, des propos similaires. Voir notre chapitre sur les Falklandais dans la deuxième section.

²C'est un thème auquel « Denis » et ses collègues de *Private Eye* reviendront souvent. « Denis » envoie à son correspondant « Bill » une photographie pour le moins équivoque montrant un berger agenouillé derrière une brebis qu'il tient devant lui à bras le corps, assortie de la légende « A typical Falkland Islander ! » (*Private Eye*, 4 juin 1982, p. 11).

³*Private Eye*, 21 mai 1982, p. 11. En effet, le débat autour de l'utilisation des termes « les souhaits des habitants » et « les intérêts des habitants » fut un des principaux points d'achoppement des négociations ... M. Pym semblait prêt à accepter que l'on ne prenne en compte que leurs « intérêts ».

their little wooden homesteads blown to smithereens. Why they wanted to go there in the first place I can't imagine. God knows there are enough uninhabitable islands dotted about our inshore waters if that's the kind of thing they want¹. »

Répétons une dernière fois qu'il s'agit d'une caricature, mais comme toute caricature elle contient un noyau de vérité. Les propos sont exagérés, mais néanmoins empreints d'une certaine authenticité malgré leur démesure.

Un filon riche, abondamment exploité dans la revue, fut les ressemblances entre les deux camps, entre la Grande-Bretagne et l'Argentine, entre Mme Thatcher et le général Galtieri. On attribua aux deux leaders la volonté de tirer avantage de la situation pour détourner l'attention de la politique intérieure. *Private Eye* réagissait en rappelant le discours que tenait le monde politique et journalistique à l'égard du général Galtieri et de l'Argentine, pour ensuite suggérer qu'il s'appliquait tout aussi bien à Mme Thatcher et à la Grande-Bretagne. Une bande dessinée montrait le Secrétaire d'État Alexander Haig en conversation avec Mme Thatcher. Elle lui demande de décrire Galtieri, et le général Haig lui répond en lisant ses notes :

« 'This leader is known to be pig-headed and deeply unpopular. The crisis provides a welcome diversion from economic disasters at home. But if the crisis is not resolved the government could fall'. Whoops ! Wrong brief !² »

Private Eye était tout à fait incapable de prendre cette crise au sérieux. En témoigne la présentation d'une fausse « fiche de score », le conflit militaire, qui devenait de plus en plus probable, représenté comme un match de football. La fiche montrait les points forts des deux « équipes », et les scores attribués aux deux côtés (nombre de navires coulés et d'avions abattus). Pour le magazine les navires britanniques ne constituaient pas une force crédible : « HMS *Hermesetas* (dissolves instantly in hot water - Geddit? ³)»; et la marine argentine se composait surtout de navires que la Grande-Bretagne lui avait vendus.

Sans doute n'arrivait-il pas non plus à comprendre les véritables objectifs du déploiement de la Marine Royale. La couverture du numéro du 21 mai 1982 montre Mme Thatcher, interrogée par M. Robert Kee de la BBC.

¹*Private Eye*, 18 juin 1982, p. 11

²*Private Eye*, 23 avril 1982, p. 16

³*Private Eye*, 23 avril 1982, p. 14. *Hermesetas* est une marque déposée d'édulcorant soluble.

« Que ferons-nous lorsque nous aurons repris les îles ? » demande-t-il. Le Premier ministre répond, « Les leur rendre, bien entendu¹ ». Un mois auparavant un autre dessin montrait une femme au foyer occupée à jeter toutes ses boîtes de corned beef à la poubelle. Son mari, attablé à la cuisine, déclare, « Nous ne pouvons pas tout simplement abandonner les îles Malouines ! Nous devons obliger les Argentins à se retirer ... et ensuite les abandonner². »

La conduite du reste de la presse, surtout celle du *Sun*, fut la cible de son sarcasme cinglant. La position agressive et belliqueuse du quotidien populaire le plus vendu fut prise à partie par le biais d'une caricature de sa une. La quasi totalité de la page était remplie par la manchette, « Kill all Argies », disposée à côté d'une photographie du général Galtieri. Des encarts annonçaient les articles aux pages intérieures. Les critiques démesurées exprimées par le *Sun* à l'égard du leader de l'Opposition et de tous ceux qui avaient osé exprimer leur réticence par rapport à l'envoi de la flotte y furent parodiées : « Michael Foot - Is hanging too good for him? », « The TV Traitors », ainsi que le goût du *Sun* pour le sensationnel : « Dead Argies - More Pictures ». Enfin, le côté excessif et puéril de sa prise de position anti-Argentine, associé à l'introduction récente du *Bingo* pour attirer de nouveaux lecteurs, se voyaient caricaturés dans l'annonce d'un nouveau jeu : « Kill an Argie - And Win a Metro »³.

Si *Private Eye* est indéniablement drôle, il ne faut pas oublier qu'à l'instar de son homologue français le *Canard Enchaîné* il se spécialise également dans le « journalisme d'investigation ». Cependant, le magazine avait peu de révélations à faire au sujet des Malouines. Les circuits d'informateurs, plutôt spécialisés dans les « affaires » financières ou politiques, ne correspondaient sans doute pas aux besoins inhabituels de la situation. On peut simplement citer un article paru le 4 juin 1982 sous la rubrique « Letter from Buenos Aires » qui s'interroge sur cette découverte : un hélicoptère britannique s'était écrasé au Chili. Il s'étonne de ce que les membres de l'équipage n'aient pas réussi à mieux « préparer » leurs réponses avant la conférence de presse qu'ils donnèrent à Montevideo. Cela leur aurait permis d'éviter les versions contradictoires des événements qu'ils donnèrent aux médias. Pour le

¹ *Private Eye*, 21 mai 1982, p. 1

² *Private Eye*, 23 avril 1982, P. 7

³ *Private Eye*, 21 mai 1982, p. 13

correspondant de *Private Eye*, le problème pour les militaires embarrassés était qu'on leur avait demandé de mentir, alors qu'ils n'étaient pas très experts en la matière. Le gouvernement, écrivit-il, était gêné par l'affaire. Toujours selon le journaliste, le gouvernement n'avait rappelé le caractère fasciste de la junte argentine que pour donner un supplément de légitimité à l'entreprise de reconquête des îles. Il était par conséquent fâché que l'on sache qu'il avait sollicité l'aide d'une autre dictature, non moins déplaisante, le Chili du Général Pinochet.

Conclusions

La presse britannique était plutôt favorable à l'entreprise britannique aux îles Malouines, malgré quelques exceptions notables. Il est cependant important de souligner ces exceptions, tant l'image d'une presse belliqueuse, va-t-en-guerre et chauviniste pendant la guerre des Malouines est répandue. La presse sérieuse fut divisée, avec, d'un côté, le *Telegraph* et le *Times*, et de l'autre, le *Guardian* et le *Financial Times*. La presse sérieuse du dimanche se répartissait de la même façon, l'*Observer* reprenant, à peu de choses près, la ligne du *Guardian*, le *Sunday Times* adoptant une position proche de celle du *Times*. Bien sûr, ces jugements représentent des jugements d'ensemble, à partir des opinions exprimées dans les éditoriaux.

La presse populaire, à la seule exception du *Daily Mirror*, adopta un discours très nationaliste et chauviniste qui en surprenait plus d'un. Le *Mirror*, lui, fut attaqué pour ses positions raisonnables ; toutefois, ses lecteurs ne l'abandonnèrent pas pour autant, comme certains l'avaient fait à l'occasion de la crise de Suez.

Chapitre II

L'opinion publique en 1982

Pour mieux situer les discours du *Times* sur le conflit des Malouines par rapport à l'opinion publique en général et aux opinions des lecteurs du *Times* en particulier, il nous a paru utile de passer en revue et d'analyser les différents sondages menés sur ce sujet. Ce compte rendu analytique se concentrera sur deux thèmes principaux. Le premier concernera l'opinion publique sur la guerre et la façon dont le gouvernement la menait. Le deuxième affinera cette présentation de l'opinion publique en général pour étudier les opinions des lecteurs à l'égard des différents journaux nationaux britanniques, d'une part, de la guerre elle-même, d'autre part, et enfin de la façon dont elle était décrite dans leurs journaux.

1) L'opinion publique face à la guerre

Il est toujours difficile d'évaluer l'opinion publique avec précision, et cela est d'autant plus vrai dans une situation de crise qui évolue très rapidement. Pour savoir dans quelle mesure le *Times* reflétait l'humeur de la nation, il est donc important d'analyser les quelques indicateurs fiables disponibles. Bien entendu le courrier des lecteurs du *Times* et de ses confrères est extrêmement utile à cet égard, mais on ne peut affirmer avec certitude que

les opinions qu'expriment les lecteurs correspondent à l'opinion publique du pays tout entier.

Les indicateurs les plus fiables des sentiments du public face aux événements de la crise, au cours de son déroulement, sont sans doute les sondages d'opinion. Certes, il ne faudrait pas en exagérer la fiabilité, mais ils présentent au moins certaines garanties d'objectivité, tout au moins lorsqu'ils sont effectués de façon sérieuse, par les grands instituts. Plusieurs enquêtes furent publiées pendant cette période. En particulier, l'institut MORI effectua une série de sondages tout au long du conflit, notamment pour l'*Economist*, mais aussi pour l'émission d'actualité de la BBC, *Panorama*. Le *Times* publia régulièrement des extraits des sondages de l'*Economist* ainsi que de ceux qu'avaient commandés les autres organes de la presse et des médias audiovisuels.

La première enquête à paraître dans le *Times* fut publiée le 13 avril, dans un article intitulé, « Only 10% against the use of force ». Le titre était exact, mais un peu trompeur, car comme l'expliquait le texte qui accompagnait les chiffres du sondage, il y avait un accord important pour l'utilisation de la force militaire, mais, assez paradoxalement, une grande réticence à accepter des pertes en vies humaines. De plus, s'il était effectivement vrai que seuls 10% des personnes interrogées s'opposaient à l'utilisation de la force, il aurait été plus exact de rapporter dans le titre que seuls 10% se prononçaient opposés à la mise en jeu de « moyens diplomatiques soutenus par la puissance militaire ¹ ». La distinction peut paraître très subtile, mais il est important de se souvenir que la grande majorité du public ne pensait pas qu'il faudrait vraiment se servir de cette puissance militaire qui renforçait l'effort diplomatique. Cependant, même à ce stade de la campagne, 75% des personnes interrogées soutenaient l'idée d'un blocus naval, et lorsqu'on leur demanda si elles accepteraient que des navires argentins soient coulés au cours d'une telle opération, 46% se prononçaient « fortement favorables », 19% « assez favorables », et 10% restaient indifférentes. 12% seulement étaient « fortement défavorables ». Malgré cette réponse assez ferme, lorsque l'on demanda aux mêmes personnes, « Combien de morts britanniques seriez-

¹« Diplomatic means backed up by force »

vous prêts à accepter ? »¹, 57% répondirent « aucune », 7% « moins de 100 », 4% « moins de 1000 », et 26% « ce qu'il faudra »². 6% ne se prononcèrent pas.

Ces réponses donnent à penser que l'opinion publique n'avait pas encore eu le temps d'intégrer ou de digérer toutes les répercussions de l'action militaire, tant elle était peu accoutumée à de telles interrogations. Il s'agit de toute façon d'une question qui soulève des problèmes philosophiques et moraux tels, qu'il est extrêmement difficile d'y répondre.

La clé de l'affaire fut les Falklandais eux-mêmes. Lorsque les sondeurs demandèrent comment la Grande-Bretagne devait réagir si les Falklandais préféraient accepter l'administration argentine plutôt que de voir leurs propres vies mises en danger³, seuls 18% souhaitaient que l'initiative militaire se poursuivît quand même. 58% suggérèrent que la Grande-Bretagne devrait négocier, et 19% estimèrent qu'elle devrait tout simplement renoncer à ses revendications à l'égard de l'archipel.

Les enquêtes de MORI furent effectuées les 14, 20-21 et 27 avril et les 3-5 et 25-26 mai⁴.

On posa la question quasi rituelle, « Comment voteriez-vous s'il y avait des élections législatives demain ? »⁵, ce qui permet de suivre l'évolution du soutien accordé au gouvernement conservateur. On demanda également aux personnes de l'échantillon si elles étaient ou non satisfaites de la façon dont le gouvernement gérait la situation aux Malouines, et de la façon dont le Parti travailliste réagissait à cette gestion. Les autres questions furent modifiées au fur et à mesure de l'évolution du conflit, les questions au début de la crise

¹« How many British forces lives would you be prepared to see lost ? »

²« whatever it takes »

³« if the Islanders were prepared to accept Argentine rule rather than see their lives put at risk »

⁴G.M. DILLON. *The Falklands, Politics and War*. Londres : Macmillan, 1989, p. 114

⁵« How would you vote if there was a general election tomorrow? » On se rappellera que le premier ministre avait atteint en mars 1982 la cote de popularité la plus basse depuis la guerre, mais que trois mois plus tard elle était devenue vraisemblablement le premier ministre le plus populaire de l'Histoire de la Grande Bretagne. Il ne serait pas juste, cependant, d'attribuer ce regain de popularité à la seule guerre des Malouines, comme le fit l'éditorialiste du *Times* le 2 novembre 1990 lorsqu'il commenta la démission de Sir Geoffrey Howe : « His 1981 budget, an event of Crippsian severity, brought his leader close to political catastrophe by the end of that year. But she was rescued by the Falklands war and the cautious pre-electoral reflation of 1983. » L'étude des statistiques montre que la popularité de Mme Thatcher avait déjà amorcé une remontée avant la guerre, même si celle-ci l'a propulsée vers des sommets extrêmement élevés.

cherchant à savoir ce que les individus de l'échantillon pensaient des différentes options que le gouvernement pouvait suivre, alors qu'à la fin elles tendaient tout naturellement à inviter les personnes interrogées à juger l'action effectivement menée.

L'enquête du 14 avril demanda si Mme Thatcher devait remettre sa démission. Elle interrogea également sur le degré d'attachement au maintien de la souveraineté de la Grande-Bretagne sur le territoire occupé par les Argentins. Enfin elle proposa une liste d'options que la Grande-Bretagne pouvait, ou aurait dû adopter. La liste était la suivante : interdiction des importations en provenance de l'Argentine, envoi du corps expéditionnaire aux Malouines, gel des avoirs argentins déposés auprès des institutions bancaires britanniques, rupture des relations diplomatiques avec l'Argentine, débarquement de troupes britanniques sur les îles, attaques contre des navires argentins dans les eaux territoriales autour des Malouines, autorisation de la mise en place d'une administration provisoire sous l'égide des Nations-Unies, raids aériens contre des bases militaires argentines sur le continent, et débarquement en Argentine.

L'enquête du 20-21 avril reprit les mêmes questions concernant le sentiment des personnes interrogées à l'égard du comportement du gouvernement et de l'opposition. Elle demanda également si le maintien de la souveraineté britannique était suffisamment important pour justifier la mort de militaires britanniques¹. Les statistiques publiées reprenaient les réponses des deux enquêtes, du 14 et du 20-21 avril, permettant ainsi de suivre les premières évolutions de l'opinion publique. Le 14 avril, 44% estimaient que le désaccord était suffisamment important pour risquer la mort de militaires, et le 20-21, 50% partageaient cette opinion. Diverses options militaires furent une nouvelle fois soumises à l'échantillon. L'enquête demanda l'avis des personnes interrogées à l'égard de trois propositions concernant l'avenir des îles : laisser trancher les Falklandais eux-mêmes, instaurer une administration associant la Grande-Bretagne et l'Argentine sous la surveillance des États-Unis et avec la participation des habitants, et enfin envisager une option à deux drapeaux, dite « two-flag option ».

L'enquête MORI effectuée entre le 3 et le 5 mai continua d'interroger l'échantillon sur le degré de satisfaction concernant le gouvernement et

¹«important enough to justify the loss of British servicemen's lives»

l'opposition. Elle montra que le niveau de soutien à la gestion gouvernementale de la crise semblait être passé par un maximum, puisque de 76% au cours de la dernière semaine d'avril le pourcentage était passé à 71%. En même temps, le soutien accordé à l'opposition travailliste continuait de baisser. De 40% lors du premier sondage, le chiffre était tombé à 26%.

Le pourcentage des personnes interrogées qui estimaient que la souveraineté sur les îles justifiait des morts avait également baissé, quoique modérément, à 53%, par rapport à 58% la semaine précédente. Cependant ces deux résultats étaient plus élevés que le chiffre de 44% relevé au cours de la première semaine des sondages au 14 avril. Les femmes étaient beaucoup moins nombreuses à accepter des pertes de vies humaines, la majorité d'entre elles se disant opposées, alors que les hommes acceptaient cette éventualité à deux contre un.

Le nombre de personnes favorables à des raids contre des bases militaires et navales sur l'Argentine continentale atteignit alors 38%, et 72% des personnes interrogées étaient favorables au débarquement des troupes britanniques sur l'archipel des Malouines.

Deux semaines plus tard, dans le sondage publié dans l'*Economist* du 29 mai, 84% des personnes interrogées se disaient satisfaites de la conduite de la crise par le gouvernement. Assez curieusement, le chiffre favorable à l'opposition travailliste était également remonté à 37%.

A ce stade de la campagne, l'option militaire semblait avoir été massivement approuvée. 79% des personnes interrogées acceptaient des attaques contre la Marine argentine, 89% soutenaient le débarquement, et 47% étaient prêtes à bombarder des installations militaires en Argentine, même si 49% s'opposaient à cette dernière proposition. Le pourcentage de l'échantillon qui considérait que la reprise des Malouines valait le sacrifice en vies humaines était monté à 62%. Cependant, la proportion de l'échantillon qui tenait beaucoup au maintien de la souveraineté britannique sur les îles¹ était restée plus ou moins stable, légèrement supérieure à 50%. Ce chiffre témoigne vraisemblablement du sentiment que la souveraineté sur les îles n'était pas le plus important des principes en jeu dans ce conflit. Néanmoins, 70% pensaient qu'il était acceptable que la Grande-Bretagne maintienne sa

¹« cared very much whether Britain retains sovereignty of the Falkland Islands »

souveraineté à l'aide d'une garnison militaire. Pourtant 21% se disaient prêts à accepter une solution de type « lease-back », et 51% étaient favorables à l'idée d'un « trusteeship » sous l'égide des Nations-Unies. Le total est supérieur à 100%, bien entendu, puisque les personnes interrogées pouvaient être favorables à plus d'une solution.

Ce sondage, le dernier publié par l'*Economist* au cours du conflit, demanda en outre à l'échantillon de se prononcer sur la « couverture » de la crise par les médias. En particulier il demanda qui, de la télévision, de la radio, ou de la presse, avait fourni la meilleure prestation. 65% répondirent la télévision, 11% la radio et 15% la presse.

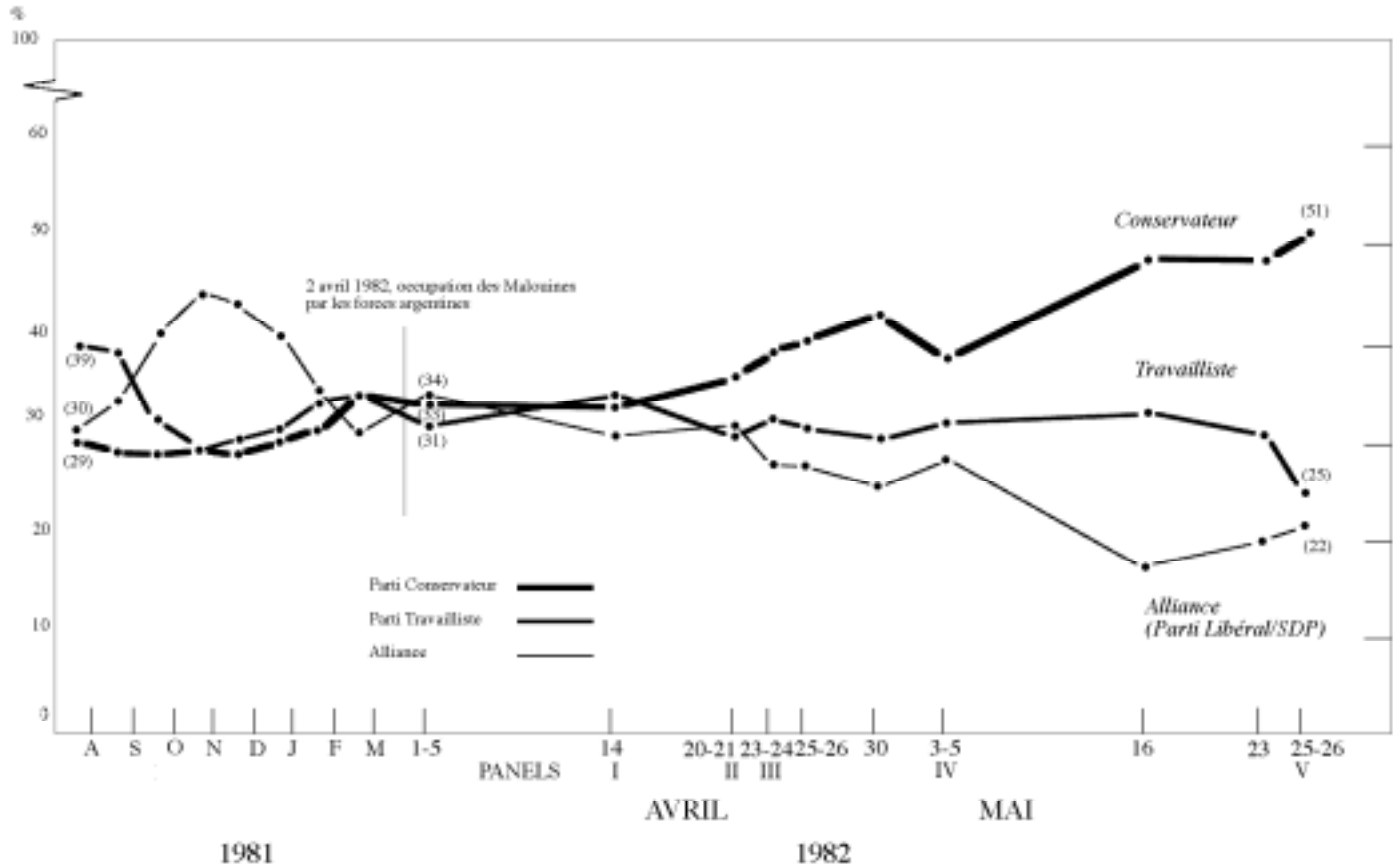
Il est difficile, à la lecture de ces statistiques, de ne pas se demander à quels journaux il était fait référence. Il est tentant d'avancer l'hypothèse selon laquelle la perception de la qualité du reportage et du commentaire pouvait dépendre du journal que lisaient les personnes interrogées. En particulier, le sentiment de cette qualité pouvait ne pas être le même chez un lecteur du *Sun* que chez un lecteur de la presse de qualité.

Les sondages publiés pendant le conflit ne permettent pas de confirmer ni d'infirmer cette hypothèse. Peu après la guerre, cependant, au début de 1983, une enquête détaillée fut effectuée sur les attitudes du public face à la guerre des Malouines, et les résultats furent classés selon les journaux que lisaient les personnes consultées.

Avant d'étudier cette enquête, il a paru utile de présenter les tendances principales des sondages qui avaient été faits pendant la guerre, sous forme de graphiques, ce qui devrait permettre de mieux appréhender les évolutions générales. Ils furent menés par l'institut MORI, les enquêtes étant effectuées les 14 avril, 20-21 et 23-24 avril, 3-5 mai et 25-26 mai.

Intentions de vote :

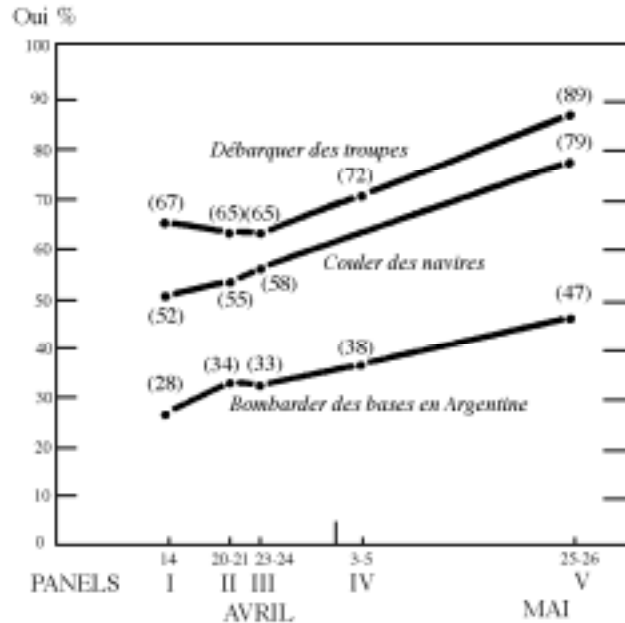
[Question : « How would you vote if there were a general election tomorrow, (If undecided or refused, ask : Which party are you most inclined to support?) »]



Source : Robert WORCESTER & Simon JENKINS. « Britain Rallies 'Round the Prime Minister ». *Public Opinion*. Londres : juin-juillet 1982, p. 53

Jugements des actions envisageables ou effectivement entreprises

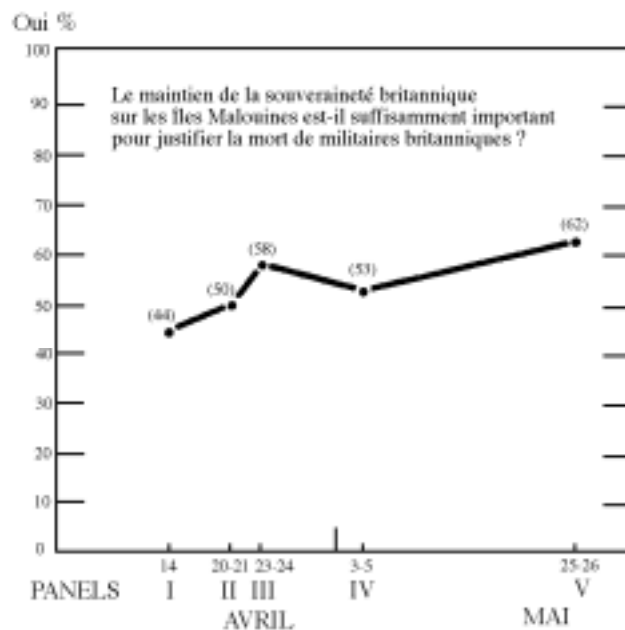
[« Question: Should Britain take/have taken the following measures over the Falkland Islands ... land troops on the Falklands ... sink Argentine ships in Falklands waters ... bomb Argentinian military and naval bases ? »]



Source : Robert WORCESTER & Simon JENKINS. « Britain Rallies 'Round the Prime Minister ». *Public Opinion*. Londres : juin-juillet 1982, p. 54

Le prix de la souveraineté ...

[« Question: Do you think that retaining British sovereignty over the Falklands is important enough to justify the loss of British servicemen's lives? »]



Source : Robert WORCESTER & Simon JENKINS. « Britain Rallies 'Round the Prime Minister ». *Public Opinion*. Londres : juin-juillet 1982, p. 55

2) Profil des lecteurs : étude des données statistiques concernant les opinions politiques et les attitudes envers les médias des lecteurs des journaux nationaux britanniques

Dans leur livre sur les correspondants de guerre pendant la guerre des Malouines, *Journalists at War*, MM. Morrison et Tumber, consacrent un long chapitre à des résultats de sondages ventilés selon les journaux lus, ainsi qu'à des données plus générales faisant apparaître les attitudes du grand public envers la presse et les médias.

L'enquête fut menée par NOP (National Opinion Polls) à partir d'un échantillon représentatif de 1 076 correspondants. Les entretiens eurent lieu les 10 et 11 janvier 1983.¹

Cette enquête fournit nombre de renseignements sur les attitudes du public envers les médias et envers le conflit lui-même. Nous avons tout particulièrement porté notre attention sur les sondages qui ventilent les résultats en fonction des journaux lus. Ces chiffres permettent de construire un profil assez cohérent des lecteurs du *Times*, y compris de leurs réactions aux événements du conflit, et de comparer ce lectorat à celui des autres journaux nationaux.

Les revendications argentines étaient-elles justifiées ?

Le premier tableau² présente les données concernant la position des lecteurs par rapport à la justification des prétentions argentines. La question posée était la suivante : « L'Argentine a prétendu que les îles Malouines leur appartenaient. Comment évaluez-vous le degré de justification de cette prétention ? — très justifiée, en partie justifiée, pas du tout justifiée, ou vous ne savez pas »³. De façon assez prévisible, c'est le *Guardian* qui a compté le plus grand pourcentage de lecteurs répondant « très justifiée », 31%. Ensuite, très loin derrière, venait le *Daily Mirror*, avec 18%, suivi du *Times* avec 14%, le *Telegraph* avec 13%, et, résultat bien plus surprenant, le *Sun* et le *Star* avec 12%. Les journaux dont les lecteurs étaient les moins enclins à accorder une

¹MORRISON and TUMBER, *Journalists at War*, p363

² Tableau 12.1b, MORRISON and TUMBER, *op.cit.*, p288

³« Argentina claimed that the Falkland Islands really belonged to them. How much justification do you think they have for this claim? — a lot, a little, none, or don't know »

justification aux prétentions argentines étaient le *Financial Times*, avec seulement 7% et l'*Express* avec 10%. Le résultat pour le *Financial Times* n'est peut-être pas totalement fiable, l'échantillon concerné n'étant constitué que de 14 lecteurs, dont 2 ne se prononcèrent pas. A titre de comparaison, l'échantillon correspondant à l'*Express* comprenait 224 lecteurs, celui du *Sun* 317, celui du *Times* 42, et du *Guardian* 62.

Une proportion importante répondit que la revendication argentine était « en partie justifiée ». Là encore, ce fut le *Guardian* qui arriva en tête avec 42%, soit, avec les 31% qui la considéraient « très justifiée », un total de 73% des lecteurs du journal qui estimaient qu'il y avait au moins un certain degré de justification dans le revendication de souveraineté de l'Argentine. Pour les autres journaux, les statistiques, par ordre décroissant, furent les suivantes : le *Mail*, le *Times* et le *Telegraph*, 40%, le *Financial Times* 36%, l'*Express* 35%, le *Sun* 34%, le *Mirror* 32% et le *Star* 26%.

Le tableau suivant présente une vue d'ensemble de ces données :

Les revendications argentines étaient-elles très justifiées, en partie justifiées, pas du tout justifiées ?

Journal	Très	En partie	Pas du tout	<i>En partie ou très</i>
<i>Guardian</i>	31%	42%	21%	73%
<i>Times</i>	14%	40%	38%	54%
<i>Telegraph</i>	13%	40%	41%	53%
<i>Mail</i>	11%	40%	43%	51%
<i>Mirror</i>	18%	32%	41%	50%
<i>Sun</i>	12%	34%	45%	46%
<i>Express</i>	10%	35%	48%	45%
<i>FT</i>	7%	36%	43%	40%
<i>Star</i>	12%	26%	50%	38%
General	14%	36%	41%	50%

Il est intéressant de constater que la différence d'opinion entre les lecteurs du *Daily Mirror*, qui, dans l'ensemble, adopta une ligne assez molle à l'égard du conflit, et ceux du *Sun*, qui adopta une ligne beaucoup plus dure et critiqua violemment la position rédactionnelle du *Mirror*, est très étroite, de seulement 4%. Il est également intéressant d'observer que le *Times*, dont les

éditorialistes estimaient qu'il n'y avait aucune justification pour les revendications argentines (« There is no basis in law for Argentina's claim to the Falklands¹. » — « The Argentine claim to territorial rights in and around Antarctica, which also has extensive mineral resources is even more spurious than its claims to the Falklands themselves². ») fut lu par des personnes dont 54% ne partageaient pas complètement ce point de vue.

L'écart d'opinion, entre les lecteurs du *Sun* et ceux des autres journaux, en dehors du *Guardian*, n'est pas considérable. 46% des lecteurs du *Sun* considéraient que les prétentions de l'Argentine n'étaient pas totalement injustifiées.

Au delà de l'analyse comparative de ces données, il est frappant de noter qu'une proportion importante de la population semble avoir senti qu'il y avait quelque justification à la revendication argentine, alors qu'apparemment la majorité de la population soutenait la politique du gouvernement. Ce phénomène n'est peut-être pas aussi contradictoire qu'il peut le paraître, puisque la question concernait la possible justification des revendications argentines, et non pas l'utilisation de la force pour les faire aboutir.

Lorsque l'on examine plus spécifiquement les chiffres relatifs au *Times*, il est intéressant de noter qu'il se situe en deuxième place après le *Guardian*, même si l'écart entre les sentiments des lecteurs du *Times* et ceux des lecteurs du *Guardian* est important.

L'opinion et l'envoi du corps expéditionnaire

Une deuxième série de statistiques concerne la décision d'envoyer le corps expéditionnaire. Nous la présentons sous forme de tableau par ordre décroissant d'approbation (« approbation forte + approbation ») :

¹« We are All Falklanders Now », le *Times*, 5 avril 1982, p. 9

²« Riches of Antarctica », 28 avril 1982, p. 15

Journal	Forte approbation	Approbation	Ni l'une ni l'autre	Désapprobation	Forte désapprobation
<i>Times</i>	38%	48%	2%	2%	10%
<i>Mail</i>	46%	37%	6%	6%	5%
<i>Express</i>	44%	38%	8%	6%	4%
<i>Telegraph</i>	42%	38%	9%	6%	5%
<i>Star</i>	41%	32%	11%	6%	9%
<i>Sun</i>	34%	38%	13%	8%	6%
<i>Mirror</i> ¹	29%	37%	13%	10%	9%
<i>Guardian</i>	19%	34%	10%	19%	18%

La proportion des lecteurs du *Times* qui « approuvaient fortement » l'envoi de la task force fut de 38%, loin derrière le *Mail*, l'*Express*, le *Telegraph* et le *Star*, mais devant même le *Sun*, pourtant on ne peut plus chauviniste, dont seulement 34% des lecteurs approuvaient fortement cette décision.

Cependant, lorsque l'on fait la somme des chiffres correspondant à « forte approbation » et « approbation », l'on constate que le taux d'approbation le plus élevé se trouvait chez les lecteurs du *Times*, dont 86% approuvaient ou approuvaient fortement l'envoi de la flotte. Juste derrière lui se formait un peloton serré, avec le *Mail*, l'*Express* et le *Telegraph*. Les chiffres correspondant au *Star* et au *Sun*, en dépit du soutien bruyant qu'ils accordaient au gouvernement et à sa décision d'envoyer la Task Force, étaient moins élevés. 53% des lecteurs du *Guardian* approuvaient. En moyenne, 72% de l'échantillon interviewé approuvaient ou approuvaient fortement cette décision.

Assez curieusement, c'est chez les lecteurs du *Times* qu'on trouve le deuxième chiffre de « forte désapprobation », avec 10%, derrière le *Guardian* avec 18% et juste devant le *Mirror* et le *Star* avec 9%. Le *Guardian* avait de très sérieuses réserves quant au bien-fondé de la décision d'envoyer le corps expéditionnaire, et par conséquent il n'est guère surprenant qu'une proportion aussi importante de ses lecteurs s'y soit opposée. Les lecteurs choisissent très souvent un journal qui partage certaines de leurs idées sur le

¹En fait il s'agit du *Mirror* et de son homologue écossais le *Record*

monde. Il est moins facile d'expliquer les statistiques concernant le *Times*, qui se retrouve en deuxième place. Certes, l'écart entre le *Guardian* et lui est important, et les chiffres correspondant à la désapprobation et à la forte désapprobation le placent plus nettement dans le peloton des journaux dont les lecteurs désapprouvaient le moins. Toujours est-il que, dès le début de la campagne, le *Times* soutenait la décision du gouvernement de façon très claire, et que pourtant 10% de ses lecteurs se trouvaient en très net désaccord avec cette position. Il est possible qu'un nombre non négligeable de gens lisaient encore le *Times* du fait de son statut de « journal of record », sans pour autant nécessairement partager ses analyses, ce qui, sans doute, n'aurait pas été le cas chez les lecteurs du *Guardian*, par exemple. Il se peut également que les lecteurs soient prêts à se trouver en désaccord avec la ligne de leur journal de temps à autre, à condition que de tels conflits ne se reproduisent pas trop souvent, et peut-être encore, à la condition que le journal n'empêche pas l'expression libre d'autres points de vue, dans le courrier des lecteurs, ou dans les articles rédigés par des personnalités extérieures.

Les lecteurs du *Times* semblaient plus enclins à trancher et « désapprouver fortement » que les lecteurs des autres journaux. 2% seulement des lecteurs du *Times* « désapprouvaient » simplement, alors que 10% « désapprouvaient fortement ». Seuls 2% n'exprimaient ni approbation, ni désapprobation. Il est possible, bien entendu, que les lecteurs du *Times* aient été à la fois très bien informés et particulièrement habitués à la prise de décisions.

Par ailleurs, il est tout de même frappant de constater que 14% des lecteurs du *Sun* n'approuvaient pas l'envoi de la Task Force et 13% restaient indifférents. Ce décalage entre la position, et peut-être surtout le ton du *Sun*, et l'opinion de ses lecteurs, se traduisait-il par un mécontentement de la part de ces derniers ?

Indices de satisfaction des lecteurs

Le sondage demanda à son échantillon de se déterminer par rapport à son niveau de satisfaction sur la façon dont son journal avait « couvert » le conflit des Malouines. Le *Times* obtint le score très élevé de 24% « très satisfait », 62% « assez satisfait », et seulement 4% « mécontent » (2% n'étaient ni l'un ni l'autre, et 7% ne se prononçaient pas). Alors que plusieurs autres journaux obtenaient des résultats comparables à ceux du *Times* quant au

nombre de lecteurs très satisfaits (l'*Express* 24%, le *Mail* 24%, le *Telegraph* 24%), et qu'un journal le dépassait (le *Guardian*, 29%), son score correspondant à la somme des chiffres « très satisfait » et « satisfait » place le *Times* nettement en tête. Le chiffre correspondant relatif au total pour « mécontentement » et « fort mécontentement » était donc très bas (4%), un score que d'autres journaux furent loin d'atteindre. Le tableau ci-dessous présente tous ces chiffres, classés par ordre décroissant de « très satisfait » et « satisfait » :

Journal	très satisfait	satisfait	très satisfait + satisfait	Ni l'un ni l'autre	mécontent	très mécontent	très mécontent + mécontent
<i>Times</i>	24%	62%	86%	2%	2%	2%	4%
<i>Guardian</i>	29%	52%	81%	5%	6%	5%	11%
<i>Telegraph</i>	24%	56%	80%	7%	8%	1%	9%
<i>Mail</i>	24%	54%	77%	9%	10%	2%	12%
<i>Express</i>	24%	52%	74%	7%	8%	6%	14%
<i>Mirror</i>	18%	54%	72%	10%	12%	2%	14%
<i>Star</i>	21%	50%	71%	9%	8%	7%	15%
<i>Sun</i>	20%	47%	67%	10%	13%	9%	22%

Les données indiquent très clairement que la plupart des lecteurs du *Times* appréciaient ses reportages et commentaires sur le conflit des Malouines. Toutefois, la satisfaction des lecteurs du *Guardian*, avec 29% de lecteurs très satisfaits, est, pourrait-on dire, qualitativement supérieure à celle du *Times*.

Les chiffres les plus frappants sont ceux du quotidien britannique le plus vendu, le *Sun*, dont 22% des lecteurs n'étaient pas satisfaits, et 10% ni satisfaits ni mécontents. Ce résultat relativement mauvais est sans doute à mettre sur le compte du décalage auquel nous venons de faire allusion à propos du jugement des lecteurs quant à l'envoi de la Task Force.

Pour bien interpréter ces chiffres, il faut tenir compte des niveaux de « fidélité », très variables d'un journal à un autre. Tandis que 68% des lecteurs du *Sun* l'achetaient tous les jours, 18% fréquemment, et 24% occasionnellement, le *Times* ne comptait que 29% de lecteurs quotidiens, 14%

de lecteurs fréquents, et 57% de lecteurs occasionnels. Le *Times* fut assez nettement en retrait par rapport à ses concurrents à cet égard. Cela représente sans doute l'un des facteurs qui permirent à l'*Independent* de trouver aussi rapidement son créneau en 1986, sans négliger, bien entendu, les qualités du nouveau quotidien.

Opinions politiques

Les enquêteurs demandèrent à la population de leur échantillon d'indiquer comment ils avaient voté lors des dernières élections législatives (en l'occurrence celles de 1979, avant l'Alliance SDP/Libéraux...). Les réponses furent réparties en fonction des journaux lus par les sondés. Les lecteurs du *Guardian* avaient un léger penchant vers la gauche ou le centre-gauche, avec 40% ayant voté pour les travaillistes, 11% pour les Libéraux, et seulement 26% pour les Conservateurs. (On aurait peut-être pu s'attendre à un soutien plus marqué pour le Parti libéral, et il est vraisemblable qu'en 1982 une bonne proportion de ses lecteurs soutenait le nouveau Parti social-démocrate, le SDP). Le *Daily Telegraph*, comme on pouvait s'y attendre, avait une majorité de lecteurs ayant voté pour le Parti conservateur en 1979 : 58%. Toutefois, 10% des lecteurs du *Telegraph* avaient voté pour le *Labour*.

Les lecteurs du *Sun* semblaient assez indécis, avec 30% ayant voté conservateur, 32% travailliste et 7% libéral (et environ 31% qui n'avaient pas voté ou avaient voté pour un candidat « marginal », ou qui ne se souvenaient pas ou ne souhaitaient pas dire pour qui ils avaient voté). Il est tout de même assez étonnant de voir que 32% des lecteurs du *Sun* disent avoir voté travailliste, alors que c'était, déjà en 1979, un journal assez nettement anti-*Labour*. Comment expliquer ce décalage ? Étaient-ils peu politisés, si bien qu'ils n'avaient pas été gênés par les prises de position politiques du journal ? Ou encore, trouvaient-ils quelque chose de suffisamment séduisant dans le journal pour faire oublier sa nette coloration politique ? On pourrait rappeler l'attrait indéniable de la page 3, avec les célèbres photographies de jeunes filles aux seins nus. On pourrait également rappeler qu'en 1969 le *Sun* avait succédé au quotidien travailliste le *Daily Herald*. Le *Sun* avait aussi adopté un ton nouveau, irrévérencieux, iconoclaste, insolite, impertinent. L'explication la plus juste intègre sans doute toutes ces hypothèses. Indiquons également que le nouveau rival du *Sun*, le *Star*, avait des statistiques assez comparables, avec 31% conservateur, 32% travailliste, et 9% libéral.

Le tableau fournit des éléments intéressants en ce qui concerne le *Times*. Avec 45% d'électeurs conservateurs parmi ses lecteurs, il se situe entre, d'un côté, les rangs solidement conservateurs du *Telegraph* (58%), du *Mail* (54%), de l'*Express* (50%) et du *Financial Times* (50%), et de l'autre, les journaux plus centristes ou de gauche le *Mirror* (24% conservateur, 39% travailliste, 7% libéral) et le *Guardian* (26% conservateur, 40% travailliste, 11% libéral). Toutefois, bien que la proportion du lectorat du *Times* ayant voté pour les travaillistes soit réduite, seulement 10%, une proportion équivalente à celle du *Telegraph*, le pourcentage de ses lecteurs ayant voté libéral est le plus élevé de tous les grands quotidiens londoniens. 17% de ses lecteurs avaient voté libéral en 1979, contre 11% pour le *Guardian*, journal dont on a pourtant souvent dit qu'il avait un penchant traditionnel pour le Parti libéral.

Il convient de rappeler que le vote lors des élections législatives de 1979 ne peut représenter que de façon assez approximative les allégeances politiques de 1982. Le pays avait basculé en 1979 vers la droite à la suite des grèves de l'« hiver de mécontentement »¹ et de l'impression d'« essoufflement » du gouvernement socialiste. Comme en février et en octobre 1974, le vote libéral était élevé : aux environs de 20%, représentant sans doute un vote de contestation aux dépens surtout du Parti travailliste, un vote pour le centre, dirigé à la fois contre ce que beaucoup considéraient comme l'incapacité de gouverner des travaillistes, et contre le nouveau radicalisme néo-libéral du Parti conservateur. Néanmoins, ces chiffres fournissent un aperçu approximatif assez intéressant de la coloration politique des lecteurs du *Times* comparée à celle des autres lecteurs.

Le vocabulaire politique

Le lexique politique préféré par les lecteurs des divers quotidiens fut également exploré. Cela concerne surtout les préférences pour les termes plus affectifs comme « l'ennemi » ou « nous », plutôt que les expressions plus objectives correspondantes : « les Argentins » et « les Britanniques ». On demanda aux personnes consultées laquelle des expressions « Argentinian forces surrendered today » et « the enemy forces surrendered today » ils préféreraient entendre utiliser dans les actualités. Les lecteurs du *Times* furent les moins favorables à l'emploi de « enemy forces » avec seulement 5%, un chiffre très proche de celui constaté pour les lecteurs du *Guardian*, 6%. Les

¹« winter of discontent »

chiffres pour les autres journaux variaient entre 8% pour le *Telegraph*, et 21% pour le *Star*. Seulement 14% des lecteurs du belliqueux *Sun* préféraient que l'on parle de l'« ennemi ».

Lorsqu'on leur posa la question symétrique sur la façon de nommer les forces britanniques, les chiffres témoignaient d'un moindre goût pour l'« objectivité lexicale » constatée pour les références à l'ennemi. Les enquêteurs leur demandèrent s'ils préféraient la formulation, « The British forces moved 5 miles towards Port Stanley » ou « Our Forces moved 5 miles towards Port Stanley ». 36% des lecteurs du *Times* préféraient la version avec l'adjectif possessif. Les lecteurs du *Guardian* furent les moins favorables à ce possessif, avec 26%. Le *Sun* comptait 31%, le *Mirror* 30%.

On pourrait en conclure que les lecteurs du *Times* s'identifiaient plus que d'autres à l'intérêt national, si bien qu'ils considéraient que les troupes étaient « les leurs ». Peut-être faudrait-il aussi tenir compte du fait que le « possessif » *our* peut exprimer aussi bien la « possession » que l'appartenance commune. Il semblerait, par ailleurs, que les lecteurs du *Times* soient suffisamment avisés pour ne pas simplifier à l'excès en réduisant le conflit en une opposition manichéenne entre « nous » et « eux », ou entre « nos gars » et l'« ennemi ». Il faut sans doute user de prudence en interprétant ces statistiques. Toutefois, il serait intéressant de voir dans quelle mesure cette façon d'ordonner le monde se retrouve dans d'autres opinions des lecteurs du *Times*.

Attitudes envers la « désinformation »

Les enquêteurs ont voulu savoir si les personnes de leur échantillon auraient accepté que le gouvernement diffuse, ou fasse diffuser, de fausses informations pour faciliter le règlement du conflit. Les lecteurs du *Times* approuvèrent ce comportement bien plus que tout autre groupe, 10% approuvant fortement et 38% approuvant simplement. Le *Guardian*, de façon sans doute prévisible, est le journal dont les lecteurs furent le moins favorables à ce type de désinformation, avec 3% approuvant fortement et 24% approuvant. L'approbation et la désapprobation chez les lecteurs du *Times* s'équilibraient, à peu de choses près, avec 29% de désapprobation et 19% de désapprobation forte, de sorte que l'approbation et la désapprobation chez les lecteurs du *Times* atteignent le même chiffre de 48%.

Il n'est pas facile d'expliquer cette prise de position. Pourquoi les lecteurs du *Times* auraient-ils été particulièrement prêts à accepter que les autorités se servent des médias pour répandre de fausses nouvelles ? Peut-être ces lecteurs étaient-ils plus conscients des réalités de la gestion de l'information, et, par conséquent, davantage prêts à accepter que les médias deviennent, malgré eux, l'instrument de la désinformation. Probablement accordaient-ils d'autant plus confiance aux autorités pour user de ces moyens avec discernement, qu'ils se sentaient eux-mêmes proches des instances de décision et de responsabilité.

Des émissions trop critiques envers le gouvernement ?

Malgré cette apparente disposition à admettre l'éventuelle utilisation des médias à des fins de désinformation, la plupart des lecteurs du *Times* pensaient, avec la majorité des lecteurs du *Guardian*, que les émissions d'actualité (*current affairs programmes*) devaient critiquer le gouvernement, même en temps de conflit¹. 80% des lecteurs du *Guardian* étaient de cet avis, ainsi que 78% des lecteurs du *Times*. Pour le *Mirror* le chiffre était de 68%, pour le *Sun* et pour le *Star* de 63%, et pour le *Mail* de 60%. Seuls 54% des lecteurs du *Telegraph* et de l'*Express* partageaient ce sentiment. Même parmi les lecteurs du *Times* qui rechignaient à admettre l'idée que les magazines d'actualité puissent critiquer le gouvernement en temps de crise, 88% pensaient qu'ils devaient critiquer le gouvernement en temps normal.

Ce sentiment des lecteurs du *Times* fut confirmé par les réponses à une autre question. On leur demanda si les émissions d'actualité qu'ils avaient vues à la télévision pendant la crise étaient trop critiques envers le gouvernement. Seuls 3% des lecteurs du *Times* le pensèrent, alors que 74% ont estimé que ces émissions avaient réussi à trouver un bon équilibre. Le *Guardian* comptait davantage de lecteurs qui trouvaient les émissions concernées trop critiques (9%), mais ce chiffre était bien en deçà de celui constaté pour les lecteurs de l'*Express*, avec 25%. Toutefois, une proportion significative des lecteurs du *Guardian* ont estimé que ces émissions n'avaient pas été assez critiques (33%), contre 18% des lecteurs du *Times* et entre 10% et 21% des lecteurs des autres quotidiens.

¹« Should current affairs programmes criticize government in times of conflict ? ». MORRISON & TUMBER, *op. cit.*, p 326

Une position trop « pro-britannique » ?

Les lecteurs du *Times* ont préféré que les informations se concentrent sur la Grande-Bretagne plutôt que de donner un temps d'antenne égal aux deux belligérants, et cela bien plus que les autres groupes de lecteurs. En cela ils étaient tout à fait opposés aux lecteurs du *Guardian*. Les pourcentages en faveur d'un partage égal du temps d'antenne se sont échelonnés entre 44% (le *Times*) à 67% (le *Guardian*). Il est intéressant de constater que si les lecteurs du *Times* se rapprochent souvent de ceux du *Guardian* pour certaines questions, pour d'autres, comme celle-ci, il en va tout autrement.

L'enquête demanda aux personnes interrogées d'identifier les aspects de la couverture de la guerre par la télévision qui les avaient inquiétées. A l'instar de ceux du *Guardian*, les lecteurs du *Times* n'ont pas eu le sentiment que trop d'informations susceptibles d'aider l'ennemi aient été diffusées. Seuls 12% des lecteurs du *Guardian* ont eu cette crainte et 19% de ceux du *Times*. Le chiffre le plus élevé fut observé chez les lecteurs de l'*Express* avec 38%. Peu de lecteurs ont estimé que la présentation des nouvelles aurait dû être davantage pro-britannique, les chiffres variant entre 3% (le *Sun*) et 8% (l'*Express*), en passant par 5% pour le *Times*, et 6% pour le *Guardian*. Cependant, lorsqu'on demanda si cette présentation avait été trop pro-britannique, l'éventail des réponses fut beaucoup plus large. 24% des lecteurs du *Guardian* le pensèrent, et, derrière eux, 14% des lecteurs du *Times*. A l'autre bout de l'échelle des réponses, seuls 4% des lecteurs de l'*Express* et du *Mail* partagèrent leur point de vue.

Images de l'horreur de la guerre

On demanda à ce sondage de répondre au sujet de la validité de cette idée : les médias ont montré trop d'images choquantes, de souffrance, de blessés ou de morts. Aucun lecteur du *Guardian* ne le pensa, seulement 5% des lecteurs du *Times* et du *Telegraph*, et jusqu'à 8% pour le *Mail* et le *Mirror*. Quant à l'idée que les émissions d'information et d'actualité avaient cherché à exploiter le côté sensationnel du conflit et avaient eu tendance à glorifier la guerre, les pourcentages furent bien plus significatifs. 27% des lecteurs du *Guardian* ont eu cette impression, et ils ont été suivis de près par les lecteurs du *Times* (24%) et du *Mirror* (22%). 12% seulement des lecteurs du *Telegraph* ont partagé ce point de vue (alors qu'on a pu constater que très souvent les lecteurs du *Telegraph* partageaient à peu de choses près les opinions des

lecteurs des autres journaux de qualité) ainsi que 8%, le chiffre le plus bas, des lecteurs du *Mail*. 11% des lecteurs du *Sun* ont dit avoir été inquiets de la façon dont les informations à la télévision glorifiaient la guerre¹. Le dernier point qui avait préoccupé les personnes interrogées a concerné la non-disponibilité des images, surtout des images de télévision en direct. 24% des lecteurs du *Times* ont trouvé cela inquiétant, contre seulement 9% des lecteurs du *Guardian*. Les chiffres les plus bas (5 et 6%) correspondent au *Mail*, au *Star* et au *Sun*.

Enfin on demanda au sondage de préciser la réaction devant l'utilisation de images télévisées argentines. Aucun lecteur du *Guardian* ou du *Times* n'exprima d'objection sur ce point, alors que 16% des lecteurs de l'*Express* y trouvèrent à redire. Les lecteurs du *Times* furent très nettement majoritaires à penser que l'équilibre entre les images d'origine britannique et celles d'origine argentine avait été à peu près satisfaisant (78%). Les lecteurs des autres journaux donnaient des chiffres variant entre 56% (l'*Express*) et 62% (le *Telegraph*) en passant par 61% pour le *Guardian*. Les pourcentages de lecteurs qui estimaient que trop peu d'images argentines avaient été diffusées ont varié, par ordre décroissant, entre 16% pour le *Guardian*, 12% pour le *Times*, 11% pour le *Telegraph*, et 7, 8 ou 9% pour les autres. Résultat assez intrigant, les chiffres correspondants aux personnes qui ne savaient pas se sont échelonnés entre 21%, le chiffre le plus élevé, pour le *Guardian*, et 7% pour le *Times*, ce dernier chiffre étant bien plus bas que le chiffre le plus proche pour ses rivaux de la presse de qualité, 14% pour le *Telegraph*. Cela confirme l'impression, déjà relevée pour la question concernant l'envoi du corps expéditionnaire, que les lecteurs du *Times* se révèlent plus susceptibles de trancher et de prendre position que les lecteurs des autres journaux.

L'examen de toutes ces statistiques montre assez clairement que les lecteurs des journaux de qualité étaient davantage attachés à la diffusion libre de l'information et d'un grand choix d'images, d'origine britannique comme d'origine argentine, même si on constate quelques divergences dans les réactions à l'idée de la désinformation. Les lecteurs du *Times* semblent avoir été davantage prêts à accepter que de telles entreprises de désinformation soient menées que ceux des autres journaux. La composition de ses lecteurs, qui comprend un grand nombre de décideurs habitués à accorder leur

¹On peut se demander pourquoi ils continuaient à lire le *Sun*, qui avait bien plus tendance à glorifier la guerre que les émissions d'information de la télévision!

confiance à des institutions qu'ils connaissent bien, voire animent eux-mêmes, explique sans doute cette prise de position responsable.

Conclusions

Le *Times* et les Malouines

Le rôle des correspondants de guerre

Les correspondants qui accompagnèrent la flotte et suivirent les combats terrestres ressentirent une grande frustration lorsqu'ils comprirent toutes les difficultés auxquelles ils devaient être confrontés dans l'exercice de leur fonction, ou tout au moins ce qu'ils considéraient comme étant leur fonction. Ils avaient peut-être une idée du métier de journaliste, et en particulier du correspondant de guerre, avec des traditions et des attentes, apprises notamment lors de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre du Viêt-nam, qui se révélait presque totalement incompatible avec les conditions de la guerre des Malouines.

Ils pensaient pouvoir profiter de leur situation « privilégiée » de témoins oculaires pour être les premiers à rapporter les informations. Ils étaient encore motivés par le besoin d'avoir un « scoop », d'être « first with the news », de réussir un « coup » journalistique, ce qui ne manquait pas d'exacerber les tensions entre eux, puisqu'ils étaient, de ce fait, en concurrence. Cependant, les difficultés de transmission, dans une situation où les autorités britanniques bénéficiaient d'une possibilité de gestion de l'information jusqu'alors inégalée, rendirent cet objectif pratiquement impossible à atteindre.

Les journalistes de la presse écrite rapportèrent à la Commission Parlementaire qui enquêtait sur les relations entre les autorités (gouvernement et forces armées) et les médias qu'à plusieurs reprises on leur interdit de transmettre certaines informations, jugées trop « sensibles » par les hommes sur place, alors qu'une demi-heure plus tard ils les entendaient à la BBC par la voix du porte-parole du Ministère. Les dépêches qu'ils avaient eux-mêmes écrites sans avoir pu les envoyer devenaient, de ce fait, caduques.

Certains responsables militaires acceptèrent même de demander à leurs supérieurs à Londres l'autorisation d'envoyer les dépêches sous embargo, celles-ci ne devant être transmises aux journaux, radio et télévision que lorsque le Ministère aurait donné le feu vert, mais cette demande ne fut jamais suivie d'effet, les autorités militaires ne pouvant pas garantir la sécurité des voies de communication utilisées par les journalistes.

Il était souvent difficile d'atteindre les zones de combat, et certains journalistes s'en trouvèrent totalement écartés pendant environ deux semaines, alors que d'autres confrères purent rapporter la progression des troupes et notamment l'événement clé que fut l'attaque de Goose Green. Un précédent littéraire s'imposait, selon John Witherow du *Times*, dans un article publié quelques jours près la reddition des troupes Argentines sous le titre, « How we were scooped at the Falklands front » :

« One cannot help feeling that William Boot, hero of Evelyn Waugh's *Scoop*, armed with his cleft sticks, would have got his despatches back faster than some of the Falklands correspondents. ... Certainly the saga of five journalists on board HMS *Invincible*, three from the quality papers [dont Witherow lui-même] and two from the mass circulation pops, who missed much of the land action, bears some uncomfortably close parallels to farcical aspects of *Scoop*¹. »

Le sentiment de concurrence injuste était renforcé par les conditions privilégiées dont bénéficiaient les journalistes des médias audio-visuels. En effet, ceux-ci disposaient souvent de liaison vocale avec leurs bureaux à Londres, ce qui leur permit de transmettre leurs dépêches plus rapidement, et surtout de pouvoir dialoguer avec leurs responsables à Londres. Les journalistes de la presse écrite étaient souvent privés de tout retour, et donc

¹ John WITHEROW, " How we were scooped at the Falklands front ", *The Times*, 21 juin 1982, p. 8

ne savaient pas toujours si leurs dépêches avaient effectivement été reçues, ni si celles-ci convenaient ...

Une autre cause de jalousie entre les journalistes fut l'apparente facilité avec laquelle Max Hastings, du *New Standard*, qui obtint le prix du journaliste de l'année pour son travail aux Malouines, parvenait à transmettre ses dépêches. Ces collègues furent fortement agacés lorsqu'ils apprirent que M. Hastings avait pu utiliser la liaison radio directe avec l'Angleterre dont disposaient les hommes de la SAS, et le ressentiment dont il fut l'objet fut tel qu'après la fin des combats l'un des journalistes faillit le blesser d'un coup de baïonnette. Il y a plusieurs facteurs qui ont sans doute contribué au succès de M. Hastings, parmi lesquels son souci permanent de rester proche des moyens de communication, ainsi que son évident parti-pris favorable à l'effort militaire britannique et aux hommes qui devaient l'accomplir ; cela lui a sans doute valu quelques faveurs. Il a eu aussi une part de chance, notamment celle de ne pas avoir été affecté à une unité particulière, ce qui lui permit de changer de lieu en fonction de l'évolution des événements.

Cela n'explique pas tout, cependant, et on doit certainement mettre une partie de sa réussite sur le compte du choix qu'il fit de décrire ce qu'il voyait — les hommes, les conditions de vie — plutôt que de courir après une actualité dont il avait compris que les journalistes sur place n'auraient jamais la primeur. Il écrivit ce qu'on appelle des " colour pieces ", dans la tradition du correspondant de guerre américain Ernie Pyle qui bâtit sa réputation au cours de la Deuxième Guerre mondiale sur sa capacité de représenter la vie des soldats dans tous ses détails¹.

Le journaliste sur place n'est pas nécessairement le mieux placé pour apprécier l'événement, que, souvent, il ne voit que très partiellement. Les journalistes aux Malouines ont reconnu que la BBC, qui pouvait collationner et recouper des informations provenant de sources multiples, fut une source

¹ Voir Phillip Knightley. *The First Casualty*. Londres : Quartet, 1982, p. 310-311 : « One of the curious facets of the reporting of the Second World War was the importance of the individual soldier was reduced by technology, the more the correspondents concentrated on writing about him. [Pyle] knew nothing of strategy or military affairs, and so he concentrated on human-interest stories. No detail about life for the GI in Europe was too insignificant to report — he once wrote about the colour of the soldiers' foot ointment ... ». Certes, Hastings ne partageait pas son ignorance de la stratégie militaire, bien au contraire, mais les deux hommes avaient peut-être un point commun : les unités avec lesquelles ils travaillaient les accueillait parce qu'ils représentaient un moyen de faire connaître au public leur vie et leurs exploits.

universellement appréciée d'information, y compris par ceux qui participaient aux événements ou en témoignaient directement.

Un autre journaliste anglais, envoyé spécial au cours d'une autre guerre, celle du Golfe, résuma bien la situation. Ses textes ressemblaient, écrivit-il, à :

« ... an account of a football match written from a seat near one of the goals — whenever the play was down at my end I had a superb view of it, but when it moved to the far end I only knew what was happening when I heard the crowd roar¹. »

Rappelons au sujet des correspondants de guerre qu'en vertu d'un accord de partage, leurs dépêches furent utilisées par toute la presse. Ainsi, le *Times* publia de nombreux textes rédigés par des journalistes travaillant pour d'autres journaux.

Une guerre « aseptisée » ?

Le discours de la guerre dans le *Times* ne s'intéressa que fort peu à la réalité physique du conflit. C'est comme s'il y avait eu deux niveaux à la guerre : d'une part la volonté politique et la stratégie, incarnées par le discours clausewitzien, et d'autre part la réalité vécue par les hommes sur le terrain.

Faut-il voir dans cette absence de descriptions de la souffrance et de la mort une tentative menée par le *Times* pour passer sous silence un aspect de la guerre qui aurait pu porter atteinte au moral des Britanniques ? Il est vrai que ce sont généralement les opposants à la guerre qui font le plus fréquemment état de l'horreur, les autres préférant concentrer leur attention sur la gloire militaire. L'exemple des westerns américains est assez frappant à cet égard. Jusqu'à la fin des années 1960, la souffrance et l'horreur de la mort à la bataille n'étaient que très rarement montrées à l'écran. A partir de cette époque, les films rompirent très nettement avec la façon traditionnelle de présenter la lutte entre les Indiens et la cavalerie américaine, pour insister sur la brutalité de la conquête de l'Ouest². Cette rupture traduisait l'opposition croissante à la guerre du Viêt-nam. Par ailleurs, la télévision présentait chaque soir le spectacle de l'horreur de la guerre. Toutefois, ce n'est qu'à

¹John SIMPSON, *From the House of War*, Hutchinson 1991, cité dans Anthony HOWARD, "The Sounds of a Hollow Victory", *The Sunday Times*, 11 août 1991 (Section *Books*)

² Dans des films comme *Soldier Blue* et *Little Big Man*

partir du moment où cette guerre parut impossible à gagner, et qu'elle fut contestée dans sa raison d'être, que le spectacle de la réalité de la guerre commença de retourner la population contre elle. La guerre des Malouines fut au contraire généralement acceptée comme à la fois nécessaire et possible.

Une autre explication à cette absence d'images et de descriptions de la souffrance relève des notions de décence ou de pudeur. Montrer la mort, que ce soit sur le champ de bataille ou lors d'un carambolage autoroutier, est généralement considéré comme assez malsain. C'est comme si la mort était une affaire trop personnelle pour qu'elle soit ainsi étalée devant le public, comme si le décalage entre les conditions du conflit armé et celles de la vie courante des lecteurs et téléspectateurs constituait un abîme infranchissable. Les lecteurs et téléspectateurs sont lucides à ce sujet, comme en témoignent les études menées à la suite de la guerre du Golfe de 1991. La majorité des personnes interrogées par les enquêteurs approuvèrent la diffusion des images de l'attaque contre l'abri d'Amiriya¹ et de la terrible destruction sur la route de Basra. Celles qui ne l'approuvaient pas ne cherchaient pas à cacher la réalité de la guerre, mais ne voyaient pas la nécessité de la montrer. Même celles qui approuvaient la diffusion des images que nous avons vues au cours de la guerre du Golfe ne souhaitaient pas que toute l'horreur de la guerre soit représentée :

« [...] very few people wish for the full horror of war to be shown on their screens. As one woman in the group discussions commented to illustrate her objection to the graphic portrayal of war injuries: "You wouldn't show motorway crashes with people's heads cut off and bodies hanging out of windscreens. We know what a crash is."² »

Un journal écrit ou télévisé qui s'attarderait exagérément sur les détails sanglants serait certainement accusé de complaisance malsaine. Dominique Wolton, dans son livre *War Games*, également consacré à la guerre du Golfe, se félicite de la maturité des médias qui surent, écrit-il, éviter le piège de l'étalage d'hémoglobine.

En Irak comme aux Malouines, la guerre fut de très courte durée, et les images ne furent pas faciles à obtenir. Seule la photographie terrible de la tête calcinée d'un soldat irakien au volant de son camion, pris sous le feu

¹ Un abri que les Américains qualifièrent de bunker militaire fut attaqué, faisant de très nombreuses victimes parmi les civils qui s'y étaient abrités.

² David MORRISON. *Television and the Gulf War*. Londres : John Libbey, 1992, p. 33

américain sur la route de Basra, traduisait toute l'horreur de la guerre, et en Grande-Bretagne, seul l'*Observer* la publia. De toute façon, elle arriva après la fin des hostilités. De ce point de vue, la guerre du Golfe fut comparable à la guerre des Malouines.

Toutefois, on peut regretter qu'il n'ait pas été possible de donner plus de détails, au moins dans les dépêches des correspondants de la radio et de la presse écrite, décrivant, sans excès, cette vérité. Il convient également de rappeler que très peu de photographies représentaient cet aspect des combats, et que les films de télévision montrant des blessés ou des morts ne furent diffusés qu'après la fin des hostilités (le film tourné à la fin de la bataille de Goose Green, où on voit l'enterrement des soldats tombés au cours de l'action, fut diffusé le soir même de l'annonce de la victoire). Le résultat en a été l'image d'une guerre propre, ou, pour reprendre les termes utilisés par M. Peter Preston dans son témoignage devant le HCDC, « a very deodorised sort of conflict¹ ».

Le reportage des déclarations officielles et des événements

Les nouvelles de l'évolution du conflit sont souvent venues de Londres, avant de recevoir la « confirmation » des correspondants de guerre sur place. Le *Times* respecta scrupuleusement la règle selon laquelle toute déclaration doit être identifiée comme telle (et non pas présentée comme une information obtenue et vérifiée par le journal lui-même), l'identité de la source indiquée (même si, par convention, cette source fut souvent « identifiée » par le biais d'une expression telle que « des sources proches du Premier ministre »).

Quel jugement global peut-on formuler sur le discours de la guerre des Malouines dans le *Times* ? Nous avons indiqué que les articles d'information respectèrent dans l'ensemble les règles de la déontologie journalistique :

- Information et commentaire étaient généralement clairement identifiés et distingués ;

- Les sources étaient précisées et, pour autant que nous avons pu le vérifier, citées fidèlement. Tout au plus peut-on observer que le *Times* privilégie, dans ses sources d'information et d'opinion, des personnages

¹ M. Peter Preston, HCDC, p. 333

influent ou officiels ; même s'il n'est pas totalement exact de dire que le *Times* était toujours et uniquement le journal de l'*Establishment*, il est clair qu'il en partageait souvent les points de vue et ouvrait ses colonnes plus facilement à ses représentants qu'à d'autres acteurs sociaux ou politiques. L'homme de la rue, lui, était pratiquement absent, à l'exception — notable — de la rubrique du courrier des lecteurs ;

- Si l'opinion rédactionnelle exprimée dans les éditoriaux penchait très nettement en faveur de l'action du gouvernement, le *Times* n'exclut pas pour autant des prises de position dissidentes. Au contraire, un large éventail de points de vue divergents put s'exprimer, principalement dans le courrier des lecteurs ainsi que dans les articles rédigés par des personnalités extérieures au journal. Cette ouverture semble avoir été négligée par de nombreux critiques, qui n'ont voulu voir dans la couverture de la guerre des Malouines, qu'enthousiasme belliqueux, patriotisme fiévreux et nationalisme déchaîné, une impression hâtive créée sans doute par les manchettes criardes d'une certaine presse populaire.

Cette ouverture n'allait pas de soi : le *Times*, semble-t-il, n'a pas toujours fait preuve d'une telle tolérance. Si la rédaction avait décidé d'écarter des opinions, ou même des informations, non conformes à l'image qu'elle voulait donner du conflit, elle les aurait supprimées. C'est du moins l'avis de Anthony Bevins, qui fut journaliste politique au *Times* en 1982 avant de le quitter pour l'*Independent* lors de la création de ce dernier.

M. Bevins propose deux exemples d'une prise de position de ce genre. Le premier en est la décision du *features editor*, soutenu par le rédacteur en chef, de refuser de publier un *feature* qu'il avait rédigé sur Edward Heath. Ce refus a été motivé, à son avis, par l'antipathie dont témoignait M. Murdoch à l'égard de l'ancien Premier ministre. Le deuxième exemple est la façon dont le journal s'est comporté lors de l'affaire Westland en 1986¹.

Dans une réponse à une question que nous lui avons posée à ce sujet, M. Bevins écrit :

« If there had been a strong editorial view — as there was, for example, on Westland — then you would not have any of the

¹ Voir à ce sujet un article d'Anthony Bevins reprenant l'essentiel de sa communication à l'atelier Civilisation de la SAES à Toulouse : Anthony BEVINS. « Constraints on Journalists », *Revue française de civilisation britannique* vol. 5, n° 4. Paris : CRECIB, janvier 1990. p. 77-91

balance which you cite. There would have been no “readiness ... to open its columns to people who did not share its opinions”.¹ »

Faisant allusion au refus de son article sur M. Heath, M. Bevins affirme que si des opinions très fortes avaient prédominé à l'époque des Malouines, le journal n'aurait peut-être pas publié des lettres critiquant le gouvernement ou la position du *Times* lui-même. Peut-être l'influence de Murdoch n'était-elle encore qu'assez peu établie ? Quoi qu'il en soit, cette ouverture est une caractéristique qu'il convient de souligner.

Les opinions

Il est bien évident que les éditoriaux du *Times* n'étaient en rien impartiaux ; ce n'était pas leur rôle. Nous avons souligné le fait que la ligne du journal n'était pas la seule opinion qui eût le droit de s'exprimer, et ce pluralisme, avons-nous estimé, représente une marque d'impartialité, même si le « temps de parole » n'était pas égal, l'éditorialiste bénéficiant du privilège de pouvoir s'exprimer régulièrement et longuement. Les éditoriaux étaient-ils au moins honnêtes dans leur présentation des faits qu'ils commentaient ensuite ? Dans l'ensemble, la représentation des événements était honnête. Toutefois, nous pensons avoir identifié quatre domaines, en particulier, où le *Times* a adopté une position critiquable. Tout au long du conflit, le *Times*, nous a-t-il semblé, a exagéré l'unité du peuple britannique derrière son gouvernement, a exagéré la solidité de la position britannique en matière de souveraineté, a exagéré la qualité de la vie sur les Malouines, pour l'ensemble de la population en tout cas, et, enfin, a diabolisé la Junte.

- l'unité nationale

A plusieurs reprises, l'éditorialiste s'est félicité de l'unité nationale qui se formait et se maintenait derrière le gouvernement. Il est vrai que la majorité soutenait l'action du Premier ministre, mais une proportion non négligeable ne la soutenait que bien mollement, disant notamment que l'enjeu n'était pas suffisamment important pour risquer des vies, et environ 20% désapprouvaient la guerre de façon plus décidée. On imagine mal le public continuant à soutenir une guerre pour les Malouines si le coût en devenait beaucoup plus important, par exemple, si l'Argentine avait réussi à couler un

¹ Correspondance privée, 16 janvier 1992

porte-avions, voire les deux, hypothèse qui ne s'est pas réalisée mais qui n'a rien de fantaisiste. Si l'unité nationale pouvait se commander par le simple bien-fondé des principes, comme l'éditorialiste semble parfois le suggérer, l'Histoire aurait suivi un cours très différent de celui qu'il a effectivement suivi.

- la souveraineté

Nous avons observé que la souveraineté était très souvent affirmée sous le mode du présupposé, tant et si bien qu'on en vient à se demander si le *Times* n'en fait pas trop : « Methinks she doth protest too much ». Était-ce pour conjurer ses propres doutes ? En tout cas, avec le recul, les affirmations péremptoires faites à ce sujet, aussi bien par le gouvernement que par le *Times*, paraissent arrogantes. On est tenté de penser qu'il s'agit d'un monumental coup de bluff. Dans le doute, a-t-il peut-être considéré, consciemment ou inconsciemment, mieux vaut affirmer haut et fort, et souvent, qu'il n'y a pas de doute possible quant au bien-fondé de sa position. On comprend, dans ce contexte, l'agacement de David Steel à cet égard, ainsi qu'il l'exprimait dans un article de fond du 12 mai. L'argument à propos de la souveraineté, à ses yeux, était « branlant » (*shaky*) ; la riposte britannique devait être principalement motivée et justifiée par la nécessité de faire respecter l'ordre et le droit internationaux, terrain où la position britannique était inattaquable. Le *Times* aussi tenait ce principe comme fondamental, mais a continué à affirmer qu'il n'y avait aucune justification en droit de la position argentine concernant la souveraineté. C'était faux, même si la situation n'était pas pour autant favorable à l'Argentine.

- la vie aux Malouines

Les Falklandais ne vivaient pas tous dans le bonheur simple et rustique que le *Times* a décrit à plusieurs reprises. Les rapports officiels nous donnent à contempler une société arriérée, manquant de cohérence, souffrant d'un manque chronique d'investissement, à tel point que certains Falklandais, avant l'invasion, pouvaient être tentés de considérer que la situation avait des chances de s'améliorer sous une administration argentine. Cette situation a été passée sous silence dans les colonnes du *Times* pendant le conflit. La parution d'un article de fond consacré au rapport de Lord Shackleton le 16 juin, soit le lendemain de l'annonce de la victoire, n'était certainement pas

une coïncidence. On y lit notamment que la société souffrait d'une fracture entre l'élite des expatriés et la population de souche :

« His [Shackleton's] team observed a society split between an elite of short-term workers and the long-term residents; "there is no glue," one inhabitant told them.¹ »

et que les habitants acceptaient avec une résignation presque apathique une situation de dépendance à l'égard de la Falkland Islands Company, d'une part, et du Falkland Islands Government, encore dominé par le Gouverneur et d'autres officiers nommés par Londres, d'autre part. Cette situation n'a pas été clairement expliquée pendant le conflit dans les colonnes du *Times*. Nous avons noté que le statut officiel des Malouines, celui de *colony*, n'était que très rarement évoqué, ce statut étant en contradiction avec les orientations des Nations-Unies. Il fallait donc privilégier l'image de la britannicité de la population pour mieux gommer la réalité d'une situation coloniale *de jure*, et, tout au moins peut-on le penser à la lecture des commentaires de l'équipe de Lord Shackleton, *de facto*.

- la Junte

Lorsque le *Times* répétait inlassablement que le régime argentin était tyrannique, fasciste et dictatorial, il ne dit rien qui ne fût pas vrai. Peut-on pour autant dire que ces affirmations étaient tout à fait neutres ? Ou bien l'Argentine ne fit-elle pas l'objet d'une hostilité particulière de la part du journal ? Rappelons que le Chili, allié discret de la Grande-Bretagne au cours du conflit, mais néanmoins aussi imparfait en matière de droits de l'homme que son voisin l'Argentine, ne fut pas affublé au même titre d'épithètes péjoratives. De même, la façon dont le *Times* décrit l'Argentine changea radicalement avec l'invasion des Malouines. Il ne fut pas seul à avoir agi de la sorte, comme le rappela un courrier du député européen travailliste Alf Lomas, publié par le *Times* au 28 avril 1982, répondant à une lettre de trois députés européens de droite :

« It's nice to read of their late discovery that the Argentinian fascist junta is not a very pleasant one. Whenever Socialist members of the European Parliament have raised the question of human rights in latin America and Argentina in particular there has been a noticeable lack of interest or support from your three

¹ « Freedom, but what else can we do for the Falklands ? », le *Times*, 16 juin 1982, p. 12

contributors and their Conservative friends in the European Parliament¹. »

En forçant quelque peu le trait, on pourrait représenter l'image donnée par l'éditorialiste du *Times* ainsi : un peuple britannique uni derrière le gouvernement dans ses efforts pour mettre fin à l'occupation, par un pays au gouvernement fasciste, d'une île presque idyllique, et dont la souveraineté appartenait, sans l'ombre d'un doute, à la Grande-Bretagne. L'image réellement donnée par le *Times* n'était pas toujours aussi extrême que celle que nous venons d'esquisser, mais elle s'en rapprocha souvent. Néanmoins, elle n'était généralement présentée que dans les rubriques d'opinion. Les articles informatifs ne sont donc pas incriminés par ce jugement, si ce n'est que par l'absence, pendant le conflit, d'articles comme celui présentant le rapport Shackleton, ou d'articles reconnaissant qu'il subsistait quelques doutes légitimes à l'égard de la souveraineté.

Un bilan globalement positif ?

Malgré les retards dans la diffusion des informations, malgré les bavures, l'incompétence et l'incohérence des procédures de traitement de l'information par le ministre de la Défense, un lecteur assidu du *Times* aurait trouvé dans son journal pratiquement tous les éléments nécessaires pour se faire une idée assez juste du cours des événements, quoiqu'avec un décalage parfois de plusieurs jours.

En revanche, comme nous l'avons vu, l'interprétation du sens de ces événements n'étaient pas toujours bonne ; on a trop vite plaqué les événements constatés sur le modèle théorique de l'escalade, alors que les commandants militaires ne bénéficiaient pas de la supériorité militaire nécessaire à la mise en œuvre d'une telle politique. Une fois lancée, la machine de guerre ne connut, à quelques exceptions près, que sa propre dynamique. Par ailleurs, la dernière semaine de la guerre fut mal couverte : d'une part, le désastre de Bluff Cove fut, dans un premier temps, exagéré, et d'autre part, les batailles des derniers jours passées presque sous silence ; leur importance relative, notamment par rapport à la bataille de Goose Green, ne fut pas immédiatement perçue. L'impression que la fin de la campagne fut relativement facile est assez répandue ; or, s'il est vrai que la victoire fut très vite obtenue, principalement en raison de la supériorité des forces

¹ Le *Times*, 28 avril 1982, p. 15

britanniques, surtout en matière d'entraînement, d'un côté, et, de l'autre, de la mauvaise structure hiérarchique des Argentins et du désœuvrement qui s'ensuivit, il est non moins vrai qu'un adversaire plus déterminé aurait pu prolonger considérablement les combats. Un autre facteur de la campagne qui fut négligé concerne la concurrence exacerbée entre les brigades, associée à quelques cas d'incompétence, qui contribuèrent au revers de Bluff Cove et à la perte d'un hélicoptère avec son équipage. La victoire rapide ôta la tentation d'insister sur cet aspect du conflit. Si la Grande-Bretagne avait perdu la guerre, il en aurait été sans doute tout autrement.

Toutefois, ces observations ne ruinent pas la qualité de la couverture du *Times*. Si sa lecture des événements n'a pas été parfaite, il ne faut pas perdre de vue que l'état-major ne diffusait bien évidemment ni son plan de bataille, ni les motifs de ses choix. Il faut aussi rappeler que cette lecture des événements apparaissait principalement dans les rubriques d'opinion, et beaucoup moins dans les articles informatifs. Quant aux bavures de Bluff Cove, elles n'ont pu raisonnablement être connues dans le détail avant la fin de la campagne, qui intervint moins d'une semaine plus tard. Que ces erreurs n'aient pas fait l'objet d'un grand tapage médiatique, même après la fin des hostilités, n'est pas, en soi, critiquable. L'information a été donnée, et il est peut-être préférable de ne pas poursuivre des individus déjà marqués par les faits.

Il ressort de notre étude que le *Times* a présenté les faits de la guerre de façon honnête et " factuelle ", même si ses commentaires pouvaient contribuer à créer une idée inexacte du contexte dans lequel elle se développait.

Anthony Bevins nous a fait part de son impression globale sur la couverture du conflit par le *Times*, une impression qui confirme la conclusion de nos recherches :

« My own impression is that there was no great imbalance in the *Times'* coverage of the Falklands¹. »

Globalement, les informations étaient présentées de façon impartiale, les sources des informations indiquées. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait aucun défaut, aucune distorsion, aucun traitement partisan de la part du

¹ *Ibid.*

journal. Cela ne veut pas dire non plus que le gouvernement ou les autorités militaires permettaient que toute la vérité soit publiée. Mais cela veut dire que, dans l'ensemble, le *Times* a rempli son rôle de journal de référence.

Quant aux opinions, elles ont toujours été identifiées en tant que telles. Le *Times* n'a pas cherché à cacher la subjectivité de son parti-pris idéologique. Il a annoncé clairement son point de vue, qui était souvent en harmonie avec celui de son lectorat, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre dernier sur l'opinion publique. On peut ne pas partager les idées de l'éditorialiste, et trouver suspect l'idéologie qui sous-tendait ses idées. Il a toutefois donné à d'autres courants de pensée l'occasion de s'exprimer. Cette tolérance à l'égard des opinions qu'il ne partageait pas a permis une véritable ouverture, un pluralisme, qui laissait au lecteur la responsabilité de choisir. C'est en cela, et en raison de l'impartialité avec laquelle les faits ont été rapportés, que nous pouvons dire que le *Times* a pratiqué, à l'occasion de la guerre des Malouines, un journalisme honnête.